

Education nationale

LES AUGMENTATIONS DES SALAIRES EN MARS

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7519 – LUNDI 20 FÉVRIER 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Cantines scolaires

LES INSTRUCTIONS DE MERAD

Page 5

36e SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

TEBBOUNE RÉITÈRE LE SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI



L'Algérie réitère son soutien indéfectible et son appui de principe au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination à travers l'organisation d'un référendum libre et transparent, conformément aux chartes et aux résolutions internationales. C'est ce qu'a affirmé, hier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, lors du 36e sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA organisé à Addis-Abeba. *Page 3*

COMPÉTITIVITÉ INDUSTRIELLE

La qualité comme maître mot

Page 4

INTÉGRATION DE L'ALGÉRIE AUX BRICS

Jil Jadid lance le débat

Page 2

VIANDES ROUGES

Vers un plafonnement à 1 200 DA le kilo

Page 4

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

INTÉGRATION DE L'ALGÉRIE AUX BRICS

Jil Jadid lance le débat

L'intégration de l'Algérie dans des ensembles économiques ou des blocs de pays émergents a suscité un engouement certain dans les milieux politiques. Le débat est lancé surtout sur les capacités de l'Algérie à se positionner par rapport aux nouvelles données mondiales.



Le parti Jil Jadid s'est penché, dans sa traditionnelle conférence périodique organisée par son conseil scientifique, sur cet aspect du débat. D'emblée, le président de Jil Jadid, Sofiane Djilali, a affirmé que la conjoncture mondiale est en faveur de l'Algérie pour qu'elle puisse arracher une meilleure place sur la scène internationale. Il a souligné que notre pays doit appartenir à un groupe, en dehors des coalitions régionales et locales habituelles, et adhérer à un programme de développement multilatéral, à l'instar du bloc des pays émergents BRICS.

Mais, l'Algérie est-elle prête à intégrer cet ensemble ? Qu'a-t-elle à gagner ?

Ce sont les questions sur lesquelles se sont penchés, avant-hier, les participants au débat du conseil scientifique de ce parti. Sofiane Djilali a assuré que les chances d'adhésion de l'Algérie aux BRICS sont grandes de par ses atouts et ses potentialités énormes, car elle peut les intéresser, notamment, par sa position géographique importante et sa doctrine politique.

Pour lui, la Chine et la Russie ont bien compris les atouts de l'Algérie et veulent en faire une porte d'entrée pour tout le continent africain. « Ces deux pays ont besoin d'un pays comme l'Algérie non pas à cause de son PIB qui n'est pas bon à l'heure actuelle, mais grâce à son apport géographique et géopolitique», a-t-il indiqué.

Pour l'Algérie, explique-t-il, la force politique que constitue cette alliance peut amener notre pays à un nouvel ordre économique. « Alger pourrait, avec les BRICS, rompre son isolement qui l'a transformé en simple consommateur. Intégrant ce système, le PIB de l'Algérie peut évoluer, grâce à son fort potentiel », a-t-il ajouté.

Le chef du Jil Jadid a tenu à souligner l'importance de cet espace de réflexion engagé par son parti qu'il souhaite voir devenir une tradition, insistant sur l'importance pour l'Algérie de se positionner face à l'ensemble de contraintes qu'impose l'environnement extérieur. Il s'agit, entre autres, de la mondialisation, la globalisation financière, le changement climatique et la raréfaction de l'eau, le reflux de la production des hydrocarbures et enfin la mondialisation des cultures.

Pour sa part, l'invité de la conférence, Mahfoud Kaoubi, expert en économie, a estimé que le poids du bloc des pays émergents BRICS est important pour l'Algérie, qui doit, selon lui, s'inspirer de l'expérience de la Chine et du Brésil, et bénéficier surtout des mêmes opportunités qu'ils leur ont été offertes dans le cadre de la dynamique du groupe.

En termes de chiffres, l'expert a montré comment la Chine a réussi, durant une trentaine d'années, à passer d'un PIB de 350 milliards en 90 à 18 000 milliards de dollars. « Le commerce extérieur chinois a progressé de 16%, idem pour le Brésil qui est la troisième économie des BRICS et la principale puissance économique du continent sud-américain. Le PIB du Brésil a augmenté de manière considérable en l'espace de 10 ans, passant de 500 milliards à 4 000 milliards de dollars », a-t-il avancé, expliquant que ces chiffres peuvent encourager l'économie algérienne.

Concernant l'adhésion de l'Algérie au bloc des pays émergents BRICS, Mahfoud Kaoubi a fait savoir que la Russie et la Chine ont déjà donné leur accord. « En principe, il n'y a ni problème ni opposition de la part des autres pays. Pour lui, l'Algérie par son poids diplomatique et son potentiel économique, peut jouer un rôle important et complémentaire dans la réalisation des objectifs du BRICS, notamment, en ce qui concerne la répartition des richesses et aussi le volet multipolaire.

Cette adhésion mettra l'Algérie à l'abri des problèmes et des agressions extérieures. « Cela pourrait également faire de nous, un pays développé, en mettant en œuvre les programmes qu'il faut, dans les délais qu'il faut et surtout de construire des institutions ou l'égalité, la justice et la compétition pourront créer une synergie nécessaire, pour qu'on puisse tirer profit des opportunités », a-t-il affirmé.

L'économiste a également insisté sur l'importance de ce genre d'appartenance, notamment, sur le plan financier. « L'Algérie pourra bénéficier de financements et d'avoir des projets dans tous les domaines d'activité avec les BRICS, ces derniers disposent d'une aisance financière et de capacités de transferts de technologie, deux points essentiels pour le développement économique de notre pays», a-t-il soutenu.

Il faut rappeler, qu'en juillet dernier, le président Tebboune avait annoncé que l'Algérie envisageait d'adhérer aux BRICS.

Lynda Louifi

EDUCATION NATIONALE

Les augmentations des salaires en mars

LE MINISTRE de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed a confirmé l'exécution de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui prévoit l'augmentation indiciaire résultant de la modification des grilles indiciaires, à partir du mois de mars prochain.

Le ministre, qui présidait une conférence avec les directeurs de l'éducation au niveau des wilayas, a insisté sur la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour exécuter l'opération conformément aux exigences du nouveau régime budgétaire et le versement des arriérés financiers de l'exercice 2022 directement après l'obtention des affectations supplémentaires.

Le premier responsable du secteur a, à cet effet, chargé le directeur des ressources financières d'assurer « l'accompagnement en temps réel et de fournir les orientations et les explications nécessaires aux préoccupations sur le terrain par le recours à tous les moyens disponibles jusqu'à la finalisation de l'opération dans les délais».

Après avoir salué les efforts consentis par la commission ministérielle chargée du traitement des cas en suspens au niveau des directions de l'éducation, laquelle a fait le déplacement dans plusieurs wilayas et réussi, dans un laps de temps réduit, à résoudre plus de 90% de ces cas, le ministre a donné des instructions pour « poursuivre son travail dans les wilayas ayant des besoins ».

Consacrée à la régulation de la situation des rémunérations du personnel du secteur et la mise en œuvre des mesures liées à la prise en charge des augmentations des salaires décidées par M. Tebboune, cette réunion a été l'occasion aussi d'évoquer le problème des logements de fonction. Ainsi, le premier responsable du secteur, a insisté sur l'application stricte des mesures prises à travers l'utilisation des applications de la plateforme numérique du ministère de l'Education nationale, mettant l'accent sur « l'impératif de continuer à œuvrer sur cette voie en vue de l'introduction de nouvelles applications pour apporter plus de transparence, d'équité et de rationalité à cette opération ».

Lors de cette conférence, le dossier relatif au chauffage dans les établissements d'éducation a également été abordé. Le ministre a appelé à l'impératif de « poursuivre l'action sous la direction des walis et de sensibiliser les directeurs des établissements éducatifs quant à la nécessité d'intensifier les opérations de contrôle et d'entretien permanent des appareils de chauffage afin de préserver la sécurité des élèves ».

En prévision de la prochaine rentrée scolaire, le ministre a mis l'accent sur « la bonne préparation des rencontres qui seront entamées à compter de mardi 21 février, consacrées aux volets relatifs à la généralisation de l'enseignement de tamazight, l'enseignement de l'anglais en 4e année primaire, l'élargissement de l'utilisation de la tablette électronique dans les écoles primaires, outre l'arrivée de la première promotion des élèves de la filière « Arts », au lycée des arts Ali Maâchi en 3e année secondaire ». Le volet de la préparation à l'opération exceptionnelle de prise en charge des demandes d'entrée et de sortie depuis et vers les wilayas a aussi été évoqué, en plus des opérations relatives à la prochaine rentrée scolaire, selon la même source.

Par ailleurs, le ministre a rappelé, à l'occasion de la Journée nationale du chahid, les hauts faits et les qualités des chouhada, en sus de leurs sacrifices pour le recouvrement de la souveraineté nationale et la libération de l'Algérie du joug colonial », appelant à « suivre leur exemple et faire davantage d'efforts pour promouvoir le secteur».

Lynda L.

36e SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

Tebboune réitère le soutien au peuple sahraoui

L'Algérie réitère son soutien indéfectible et son appui de principe au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination à travers l'organisation d'un référendum libre et transparent, conformément aux chartes et aux résolutions internationales. C'est ce qu'a affirmé, hier, le président de la République Abdelmadjid Tebboune, dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, lors du 36e sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA organisé à Addis-Abeba.

Pour le président Tebboune, «les tentatives désespérées d'entraver le processus de décolonisation en cours, et les décisions unilatérales contraires au droit international et aux principes de l'UA », ne sauraient en aucune manière légitimer l'occupation des territoires sahraouies ni attenter au droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Face à ces développements dangereux, poursuit M. Tebboune, «il est impératif pour notre organisation d'assumer toute sa responsabilité vis-à-vis de cette question et de jouer le rôle qui lui est assigné, selon sa ferme conviction en faveur de la décolonisation».

Par ailleurs, Abdelmadjid Tebboune a réitéré son appel à accélérer l'application des propositions pratiques formulées par l'Algérie pour le renforcement des mécanismes de l'Union africaine (UA) en matière de lutte antiterroriste.

Le président de la République a mis en avant «les défis complexes et interdépendants auxquels le continent africain est confronté, à leur tête le phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent, les nombreux foyers de tension et les crises qui se sont gravement accentuées».

Ces facteurs constituent «une véritable entrave au progrès et au développement de nos pays», tout comme ils «compromettent nos efforts communs de lutte contre la pauvreté et pour la réalisation de la justice sociale et la satisfaction des aspirations légitimes de nos peuples», a poursuivi le chef de l'Etat.

Il a souligné, dans ce contexte, que l'activation progressive des différentes composantes de la structure continentale de paix et de sécurité a eu «un impact positif sur la réduction des conflits en Afrique et l'identification précoce des risques et menaces, le traitement rapide des foyers de tension, mais la complexité des défis impose cependant aux pays du continent de redoubler d'efforts pour une activation complète de tous les mécanismes de prévention, de gestion et de règlement des conflits ». Parmi ces indicateurs, M. Tebounne a cité l'augmentation effrayante des attaques terroristes durant l'année



écoulée, en termes de nombre, d'étendue géographique et d'effusion de sang, des attaques, a-t-il dit, exacerbées par «le retour des combattants terroristes étrangers, outre les liens confirmés entre le terrorisme, le crime organisé transfrontalier et l'utilisation de l'espace virtuel». Face à cette situation, le président Tebboune a réitéré son appel à accélérer la mise en œuvre des propositions pratiques formulées par l'Algérie, visant à «renforcer les mécanismes de l'UA, à l'instar de l'élaboration d'un nouveau plan d'action de l'organisation dans la lutte antiterroriste, au lieu du plan d'action de l'année 2003, qui est caduc». Il a en outre appelé à «la dynamisation du sous-comité de lutte contre le terrorisme du Conseil de paix et de sécurité, ainsi qu'à l'établissement d'une liste africaine des individus, groupes et entités impliqués dans des actes terroristes, y compris les combattants terroristes étrangers», et à la «concrétisation du projet de mandat d'arrêt africain».

Concernant la situation au Mali, le président de la République a fait part de la détermination de l'Algérie à «contribuer à aller de l'avant dans le processus de réconciliation nationale et à œuvrer avec les frères maliens en vue de donner un nouvel élan à cette démarche issue du processus d'Alger ».

Il a, dans ce cadre, exprimé sa «satisfaction quant à l'amélioration des relations entre le Mali et les pays frères au sein de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans l'espoir de voir ces relations se normaliser et les différends définitivement réglés ».

S'agissant du dossier libyen, M. Tebboune a exhorté les parties dans ce pays à «adhérer au processus pacifique pour résoudre la crise sans ingérence étrangère » à travers «l'adoption du dialogue pourvoyant à une solution pacifique et consensuelle à même de préserver l'unité et la souveraineté de la Libye et renforcer l'édification de ses institutions ». Il a notamment réitéré «la pleine disposition de l'Algérie à contribuer à toute action susceptible de rassembler tous les Libyens en vue de rapprocher les vues entre les acteurs de ce pays frère » et parvenir à un règlement politique inclusif garantissant l'unité, la sécurité et la stabilité de la Libye.

Le chef de l'Etat a exprimé sa conviction que la résolution des crises africaines «doit reposer sur la solution pacifique, le dialogue inclusif et la réconciliation nationale sans ingérence étrangère ». Il a souligné que l'Algérie contribuera sans relâche au renforcement des efforts visant à réaliser la paix et la sécurité internationales et poursuivra le soutien aux initiatives visant à dénouer les crises et à défendre les causes justes des peuples qui luttent pour recouvrer leurs droits fondamentaux à l'autodétermination et à la liberté.

M. M.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Tebboune décide d'octroyer un milliard de dollars

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé d'octroyer un montant d'un milliard de dollars US à l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, destiné au financement des projets de développement dans les pays africains. Dans une allocution lue par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, lors du 36e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA), dont les travaux se sont achevés, hier, à Addis-Abeba, le président de la République a affirmé que cette démarche procède de «la conviction de l'Algérie que la sécurité et la stabilité en Afrique sont liées au développement». «J'ai décidé d'injecter un montant d'un milliard de dollars US au profit de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement pour le financement de projets de développement dans les pays africains notamment les projets d'intégration ou ceux à même de contribuer à accélérer le développement en Afrique», a dit le Président Tebboune. L'Agence entamera les procédures d'exécution de cette initiative stratégique en coordination avec les pays africains souhaitant en bénéficier. M.D.

AIDE HUMANITAIRE AUX RÉFUGIÉS SAHRAOUIS

L'UE réfute les allégations marocaines

LE MAROC vient de subir un double camouflet diplomatique. Après les récents scandales d'espionnage et de corruption, suivis de condamnations unanimes dans les milieux politiques et médiatiques, Rabat vient de subir d'autres désaveus à ces multiples allégations de la part de l'Union européenne, qui était considérée depuis peu comme un allié sûr et un protecteur avisé au régime de Mohamed VI.

Le Haut représentant de l'Union européenne (UE) pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne, Josep Borrell, a une nouvelle fois réfuté les mensonges du régime du Makhzen marocain sur le prétendu «détournement» de l'aide humanitaire de l'UE destinée aux camps de réfugiés sahraouis. Il a souligné que la Commission «n'a décelé à ce jour aucune preuve» sur ce sujet. «Toute allégation d'irrégularité fait l'objet d'une vérification approfondie. Dans ce contexte, la Commission n'a décelé à ce jour aucune preuve de détournement de l'aide», a affirmé M. Borrell dans une réponse adressée par écrit au député Brice Hortefeux, du groupe PPE (Parti populaire européen, droite) à la suite d'une question relative à ce sujet.

«L'UE, par l'intermédiaire de la Commission, finance l'aide humanitaire fournie aux réfugiés sahraouis exclusivement par l'intermédiaire des agences des Nations unies et d'organisations non gouvernementales internationales», a-t-il tenu à préciser. Et de souligner encore dans ce contexte : «La reddition de comptes est essentielle pour la Commission, qui procède régulièrement à des audits. Au cours des cinq dernières années, la Commission a réalisé six audits portant sur des actions humanitaires mises en œuvre dans les camps sahraouis». «En outre, afin de réduire encore les risques de détournement de l'aide, la Commission organise régulièrement des visites de suivi dans les camps et ne finance que des projets pour lesquels un système de suivi rigoureux est en place», a ajouté M. Borrell.

«Elle exige également des organisations internationales qui reçoivent des fonds de l'UE qu'elles présentent à la fois un rapport descriptif et un rapport financier finaux pour prouver que l'aide humanitaire a bien été fournie», a-t-il poursuivi.

Par ailleurs, le chef de la diplomatie européenne a réaffirmé que l'UE «reste fermement résolue à préserver la stabilité et la sécurité au Sahel et dans l'ensemble de la région» et «ne dispose pas d'informations sur une éventuelle collaboration entre le Front Polisario et des groupes terroristes dans la région», répondant ainsi à une seconde question adressée par le député du PPE sur des allégations à ce sujet.

Il faut souligner que le régime marocain cherche depuis quelques années à « diaboliser » le mouvement indépendantiste aux yeux des Américains et des occidentaux, en l'accusant soit d'accointances avec l'Iran, soit en l'accusant de « terroriste » dans cette vaste région du Sahel.

S.O. Brahim



VIANDES ROUGES

Vers un plafonnement à 1200 DA le kilo

DANS l'objectif de rendre la viande rouge à la portée des ménages durant le mois de ramadan, des mesures d'urgence sont prises par le ministère de l'Agriculture. Ce département a décidé de recourir à l'importation exceptionnelle de ce produit. Plus de 20 000 tonnes de viande fraîche vont être importées et seront vendues dans les 540 points de ventes avec un prix ne dépassant pas 1 200 dinars le kilo. Après avoir plafonné le prix du poulet à 350 dinars qui sera commercialisé au niveau des points de vente de l'Office national des aliments de bétail (ONAB), l'Etat intervient pour réguler les prix de la viande rouge, à l'occasion du mois de ramadan. C'est ce qu'a affirmé Tria Miloud, conseiller au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, qui s'est exprimé hier sur les ondes de la radio chaîne 3, soulignant l'intervention de l'Etat, à travers l'exclusivité d'importation accordée aux différents Offices nationaux (céréales, légumes secs, lait et viandes), afin de réguler les prix de ces produits de large consommation.

En plus de vouloir protéger la production nationale, l'exclusivité de l'importation par les offices vise le renforcement de leur rôle pour maîtriser les prix. Ainsi, à l'occasion du mois sacré du ramadhan, plus de 20 000 tonnes de viandes rouges seront importées, selon les précisions du conseiller au ministère de l'Agriculture, précisant que le recours à l'importation de grandes quantités pour une période limitée, afin de baisser le prix de la viande localement est impératif.

L'invité de la rédaction a indiqué que ces quantités «vont être distribuées via 540 points de ventes à travers le territoire, en plus des conventions signées avec les grandes surfaces de distribution, de boucheries privées sous la condition de vendre à 1 200 dinars le kilo», assurant que c'est de la viande fraîche conditionnée sous vide.

S'agissant de la filière avicole, l'intervenant dit qu' «il est inadmissible que le prix du poulet augmente de 100 dinars le kilo en 24 heures, d'où son plafonnement à 350 DA». L'objectif étant de faire aligner le prix de la volaille commercialisé par les opérateurs privés à celui proposé par l'ONAB qui agit en régulateur.

Il a en outre fait savoir que d'autres mesures sont attendues pour renforcer le rôle de l'Office, précisant que 10 000 tonnes de viandes blanches sont mises sur le marché, sachant que l'Office détient 15% des parts de marché. Une part de marché qui est appelée à être augmentée dans le but de contribuer à la régulation des circuits, selon les précisions de ce responsable au ministère de l'Agriculture.

Les opérateurs privés sont appelés, sur instructions du ministre de l'Agriculture, à s'aligner aux prix fixés par l'ONAB, en donnant un ultimatum, soit avant le mois de ramadan.

Lilia A. A.

COMPÉTITIVITÉ INDUSTRIELLE

La qualité comme maître mot

L'année 2023 sera celle de la qualité laquelle devrait devenir une priorité dans les entreprises algériennes. C'est ce qu'a affirmé le directeur général de la compétitivité industrielle, Abdelaziz Guend, affirmant que la politique de la qualité doit être une culture adoptée par l'ensemble des employés des entreprises, lesquelles devront bénéficier de l'accompagnement de l'Etat dans leur démarche de certification.



Pour réaliser cet objectif, le ministère compte diversifier ses moyens d'intéressement pour promouvoir la politique de la qualité, selon ce responsable. Dans sa déclaration à l'agence officielle, il a affirmé que la qualité doit être «une véritable culture et une pratique de tous les jours au niveau de l'entreprise». «Elle devra être perçue, assimilée et adoptée par l'ensemble des employés, a-t-il précisé, soulignant l'accompagnement de l'Etat pour les entreprises qui veulent se faire certifiées.

Il a dans ce sens évoqué la possibilité d'accorder une aide d'un montant représentant le remboursement de 80% des frais induits par la démarche de certification ou d'accréditation à hauteur de 3 millions de dinar pour les accréditations et 2 millions de dinar pour la certification. Il a également évoqué un autre moyen d'intéressement par le département de l'industrie en instaurant, depuis plusieurs années déjà, le Prix algérien de la qualité et le Prix algérien de l'innovation.

Aussi, et pour accompagner les entreprises à atteindre un bon niveau de qualité, l'Etat a mis en place l'infrastructure nationale de la qualité composée des organismes qui assurent les activités de normalisation, d'accréditation, de métrologie et d'évaluation de la conformité, dont les actions sont coordonnées par le ministère de l'Industrie, selon les précisions de M. Guend.

Ce dernier a signalé la reconnaissance mutuelle dont bénéficie ALGERAC avec l'International Laboratory Accreditation Cooperation (ILAC), et avec l'Européen Accreditation (EA), en attendant d'être reconnu par l'International Accreditation Forum (IAF), conformément aux instructions du ministre de l'Industrie.

Il a par ailleurs annoncé les projets que compte concrétiser le ministère afin de consacrer cette politique de la qualité, citant dans ce sens les instructions du ministre de l'Industrie quant à la livraison de la Maison de la qualité, qui abritera en outre le Musée de la métrologie, au plus tard au mois de juillet 2023.

La tutelle envisage aussi de «mettre le paquet sur la métrologie, avec une stratégie nationale, permettant de résoudre toutes les questions liées à cette activité, et qui est en passe d'être préparée avant d'être soumise au gouvernement pour éventuellement l'adopter et la financer».

D'autant plus, a-t-il expliqué, que le système national de métrologie (SNM), permet d'assurer aux entreprises comme aux laboratoires un niveau de qualité, grâce à des mesures raccordées aux étalons internationaux détenus par le Bureau International des Poids et Mesures (BIPM), gage de crédibilité auprès des clients nationaux et étrangers.

Le ministère projette, aussi, de réaliser un laboratoire national de référence en métrologie à Sidi Abdallah, selon M Guend, qui dit que le ministère prévoit de travailler en collaboration avec le département du Commerce et de la Promotion des exportations qui a, sous son égide, le Laboratoire National d'Essais (LNE) «en vue de créer une sorte de pôle d'essais et d'étalonnage des produits».

Lilia Aït Akli

29 PME POUR 1 000 HABITANTS EN ALGÉRIE

Loin des standards internationaux

LE NOMBRE des petites et moyennes entreprises (PME) en Algérie a atteint, en juin 2022, plus de 1,3 million d'entreprises, enregistrant une hausse de 4,45%. C'est ce qu'a indiqué le bulletin statistique du ministère de l'Industrie.

En dépit de cette augmentation, le nombre reste toujours non conforme aux standards internationaux.

Selon le bulletin statistique du ministère de l'Industrie, 1.320.664 PME ont été recensées jusqu'à fin juin 2022, employant 3.220.661 salariés.

«La dynamique et le mouvement semestriel de cette catégorie d'entreprises se sont traduits par une croissance semestrielle de 34.300 PME», a-t-on précisé, expliquant qu'il y a eu 34.057 nouvelles créations de PME, 4.470 réactivations après des arrêts temporaires et 4.227 radiations.

Sur les 1.320.664 entités recensées, 56,19% sont constituées de personnes morales, le reste (43,79%) est composé de personnes physiques, soit 20,18% de professions libérales et 23,62% d'activités artisanales, a-t-on ajouté. Et c'est les très petites entreprises (TPE) qui activent le plus. Selon le ministère, environ 98% des PME opérant en Algérie sont en effet des TPE employant moins de 10 salariés par entreprise. Concernant les PME publiques recensées à fin juin 2022, leur nombre total a connu une baisse d'une PME par rapport au premier semestre précédent, à 224 entités.

«Nous constatons une diminution du nombre des PME publiques, cette dernière étant due au processus de la privatisation de ces entreprises engagé dans le cadre de la restructuration et de la réorganisation du secteur public», est-il expliqué dans le document. Par ailleurs, malgré les chiffres prometteurs, le taux de la densité des PME en Algérie est de 29 PME pour 1.000 habitants au premier semestre 2022. Un taux considéré comme étant «très loin des standards internationaux qui sont généralement beaucoup plus élevés». En effet, le nombre de PME par habitant varie considérablement d'un pays développé à l'autre. Selon les données de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) pour l'année 2020, le nombre de PME pour 1 000 habitants varie de 6,5 pour le Japon à 21,4 pour la Grèce. D'autres pays développés comme l'Allemagne compte 58,1 PME par 1 000 habitants, la France 66,9, les États-Unis 76,6 et le Royaume-Uni 70,3.

Rim Boukhari

CANTINES SCOLAIRES

Les instructions de Merad

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a donné des instructions aux collectivités locales pour améliorer les conditions de scolarisation des élèves sur plusieurs aspects liés, notamment, à la restauration, la santé scolaire, la disponibilité d'eau potable, la lutte contre les intoxications alimentaires.



La restauration scolaire est soumise, en effet, à des exigences et des règles sanitaires très strictes. Certaines de ces règles concernent le stockage des aliments, l'hygiène des locaux et du personnel, et même l'utilisation des équipements.

Cette question a fait souvent l'objet de critiques par les associations de parents d'élèves et les syndicats du secteur qui estiment que la restauration dans tous les établissements scolaires des trois paliers, primaire, moyen et secondaire doit être équilibrée sur le plan nutritif et adaptée aux normes d'hygiène. Selon eux, la gestion des cantines scolaires, où les élèves sont censés prendre un repas équilibré, reste à améliorer malgré les importantes enveloppes allouées. Raisons pour lesquelles, le ministre de l'Intérieur a donné des instructions aux collectivités locales pour garantir les meilleures conditions de scolarisation sur tous les plans, en particulier sur la restauration scolaire.

Dans un communiqué rendu public, hier, le ministre a précisé que de nouvelles mesures seront prises, visant le renforcement de la vigilance et de la prévention, dans le cadre des missions des commissions locales de prévention contre les maladies transmissibles. Ceci en collaboration avec les services de l'éducation, de la santé et la société civile.

Dans le même sillage, le premier responsable du secteur a appelé à renforcer le suivi, les inspections et les contrôles dans les différents établissements scolaires, afin de garantir la qualité des aliments servis dans les cantines scolaires et surveiller leur date de péremption, notamment, pour les viandes rouges et blanches , ainsi que les conditions de leur stockage.

Il est noté dans le même document, que les cuisiniers doivent impérativement passer un examen médical périodique afin d'éviter la transmission des maladies aux élèves.

Par ailleurs, en plus d'insister sur la propreté dans les écoles d'une manière permanente et continue, il est question d'alimenter tous les établissements scolaires d'eau potable, de multiplier les campagnes de sensibilisation au profit des élèves, afin d'acquérir des connaissances relatives aux mesures barrières, visant à garantir une la bonne santé des élèves et à lutter contre les intoxications alimentaires.

Pour rappel, Brahim Merad avait assuré que l'apport de l'Etat en matière de prise en charge de la restauration scolaire a été revu à la hausse passant de 27 mds DA en 2022 à 40 milliards de DA dans le cadre de la loi des Finances 2023.

Faisant état des résultats positifs obtenus notamment avec l'ouverture graduelle de près de 98% des cantines au niveau national. Il avait, par ailleurs, annoncé que les écoles primaires seront placées sous la tutelle du ministère de l'éducation nationale.

Samia Acher

TRAFIC DE DROGUE À BEJAÏA

Plusieurs individus arrêtés

UN INDIVIDU âgé de 27 ans impliqué dans une affaire de trafic de drogue a été arrêté au courant de ces derniers jours par les éléments de la police judiciaire de la 4ème sûreté urbaine de Bejaïa en coordination avec les éléments de la brigade de répression du crime de la sûreté de wilaya. «L'individu a été arrêté à hauteur d'un dispositif sécuritaire dressé à Dar Nacer sur les hauteurs de la ville alors qu'il roulait en compagnie d'un autre individu à bord d'une camionnette de marque Hyundai H100», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya dans un communiqué de presse transmis à notre rédaction. Selon la même source, «les policiers ont découvert chez le conducteur une barrette de kif de 3,43g, un couteau et des traces de kif sur sa lame». L'individu a été inculpé pour possession et commercialisation de drogue, port d'une arme blanche prohibée sans justification». II a, ensuite, été présenté devant le procureur de la république près le tribunal de Bejaïa et a, ensuite, été convoqué à une comparution immédiate et il a été condamné à 6 mois de prison ferme assorti d'une amende de 50 000,00 DA. Par ailleurs, quelques jours avant, deux dealers âgés entre 20 et 42 ans avaient été arrêtés par les éléments de la brigade de recherche et d'investigation (BRI) à Tazmalt. L'intervention des éléments de la BRI avait abouti à la saisie de 2,5 kg de kif traité. Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «au début la police a arrêté un repris de justice et son compère qui roulaient sur une moto à la sortie Est de la ville. Ces derniers s'apprêtaient à écouler une quantité de drogue auprès des jeunes du village Rodha situé à quelques encablures de Tazmalt. «Les mis en cause avaient en leur possession 25 barrettes de drogue dont le poids est estimé à 2,5 kg de kif traité», précise la même source.

L'enquête criminelle menée par la police a donné lieu à l'identification de trois autres membres du réseau qui sont actuellement en fuite. Les prévenus sont accusés de possession, transport et vente de drogue (kif traité) dans le cadre d'une organisation criminelle. Ils ont été présentés devant la justice et placés en détention. Un mandat d'arrêt a été délivré à l'encontre des trois autres éléments du gang qui sont toujours recherchés par les enquêteurs.

N. Bensalem

BLIDA

Les embouteillages mènent la vie dure aux citoyens

BOUFARIK, Soumaâ et Bouinan étouffent. Depuis que les autorités ont distribué les logements de type AADL de la nouvelle ville de Bouinan ou plus de 15.000 familles se sont installées dans leurs nouvelles demeures, ces localités connaissent des embouteillages monstres aux heures de pointe et empoisonnent la vie des habitants. La circulation automobile est devenue très dense et pratiquement tous les accès sont fermés. Ces embouteillages rythment quotidiennement la circulation automobile, provoquant de nouvelles situations aux riverains, aux citoyens qui se déplaçaient vers d'autres destinations, sans parler de la pollution et du stress engendrés.

A Bouinan, pendant les heures de pointe, notamment dans la matinée, sortir de cette ville devient presque de l'impossible. Même chose ainsi au retour chez soi. L'embouteillage est infernal et les automobilistes crient leur colère et exaspération : «J'habite l'AADL, je viens d'Alger, on vit l'enfer avec cette circulation, regarder l'état des routes, on souffre» s'exclame Nadir, exténué après une journée de travail. Même constat à Soumaa, commune situé au sud- ouest du chef -lieu de la wilaya, dont l'avenue principale '' Gritli Mokhtar'' longue de deux kilomètres d'Est en Ouest, ne désemplie pas durant toute la journée. C'est un point très dangereux, car nombreux sont les écoliers et les collégiens qui traversent cette route. Sur cette avenue, il existe des instituts universitaires, ainsi qu'une école de police et plusieurs commerces de pièces détachées et des restaurants. C'est un point de chute pour de nombreux citoyens et commerçants.

Boufarik, ville relais avec Bouinan, Chebli et ceux qui partent à Blida ou prendre l'autoroute vers Alger, des milliers de véhicules sont pris quotidiennement dans des pièges monstres, pratiquement dans toutes les artères de la ville, aussi bien dans la matinée que dans l'après-midi à partir de 15h. «Pour aller de l'entrée ouest au centre-ville, il faut vraiment s'armer de patience. Toutes les routes qui y mènent étouffent, à titre d'exemple, tout au long de l'avenue «Souidani Boudjemaa» en passant par le rond- point du centre- ville, vers les communes de Chebli, ou le bourg d'Amroussa et son site AADL et la nouvelle ville de Bouinan, c'est la congestion totale. C'est devenu déjà un point de passage obligatoire pour les nouveaux résidents AADL. «On passe plus de 40 mn sur ce tronçon de l'entrée Ouest à la sortie Est pour aller à Bouinan, c'est notre calvaire au quotidien, alors que l'état des routes, laisse à désirer», déclare un automobiliste.

Sur cet état de fait, les citoyens de la ville de Boufarik estiment qu'il est temps que les autorités pense à un nouveau plan de circulation, car l'actuel est complètement dépassé par le développement urbain et les nouveaux flux dans les routes et les voies urbaines. De nouvelles voies de désengagement devraient être trouvées, comme celle qui mènent vers le village de Sidi Ayad ou qui traversent le douar de Gorith pour atteindre l'autoroute est-ouest. D'autres options sont évoquées par les citoyens de la région, avec la construction de ponts et des voies d'évitement. Trouver une place pour stationner au centre-ville de Boufarik relève souvent du parcours du combattant. Certains automobilistes manquant de civisme compliquent davantage la situation et stationnent n'importe où et n'importe comment. Ce sont là autant de points qui ternissent l'image de la ville. Aussi, beaucoup de propriétaires de magasins se sont approprié trottoirs et rues, et ce, au détriment des automobilistes et piétons. Le problème du manque de parkings à Boufarik et dans d'autres villes de la wilaya, complique davantage la situation. L'anarchie du stationnement crée un désagrément aux usagers de la voie publique, lorsque la distance de sécurité n'est pas respectée, ou encore lorsque les automobilistes se «permettent» de prendre les trottoirs pour des lieux de stationnement, surtout devant les écoles où ils risquent de mettre en péril la vie des petits écoliers à leur sortie des établissements scolaires. Sur ce point, il faut également ajouter que le rôle répressif ou dissuasif des services de police est primordial. Mais…

T. Bouhamidi

DEVANT CONCILIER L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE ET LA NÉCESSAIRE COHÉSION SOCIALE

Pour une nouvelle politique de subventions ciblées

Professeur des universités, expert international docteur d'Etat 1974 Abderrahmane MEBTOUL

Le problème des subventions ciblées revient au gré du jour ayant été évoqué depuis plus de 30 ans par différents gouvernements. Récemment dans son Plan d'action, le gouvernement, devant les députés et sénateurs, avait fixé l'objectif de cibler les subventions. Cette présente contribution est une brève synthèse, d'une brûlante actualité, d'un rapport actualisé sous ma direction assisté de 15 experts algériens remis à l'ancien gouvernement le 14 septembre 2012 sur une nouvelle politique des subventions notamment dans le domaine énergétique, dont les recommandations n'ont jamais été appliquées.

1.- Une politique des subventions ciblées supposent une autre gouvernance et un système d'informations fiable en temps réel. Pour preuve les déclarations contradictoires sur la masse monétaire au niveau de la sphère informelle et contrôlant une masse monétaire hors banques, selon les informations données par le président de la république lors de sa conférence de presse, fin 2020 entre 6100 et 10.000 milliards de dinars soit au cours de 137 dinars un dollar entre 44,52 et 72,99 milliards de dollars, le président de la république déplorant l'absence d'un système d'information fiable qui peut fausser toute politique économique. Le PIB d'après les estimations du CEOWorld Magazine, de l'Algérie pour 2022 devrait s'établir à 193 milliards de dollars contre 163 en 2021I . Au niveau des subventions, la loi de finances 2022 faisait ressortir un montant qui avoisine en moyenne 3.250 milliards de dinars par an sur la période 2012-2017 (soit environ 19,3% du PIB) et pour 2022, le montant des subventions était estimé à 1942 milliards de dinars, près de 14,3 milliards de dollars au cours 137 dinars un dollar , soit 19,7% du budget de l'Etat contre 24% en 2021. En 2022, il était prévu une enveloppe financière supérieure à 624 milliards de dinars mobilisée au profit de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) 105 milliards de dinars pour le soutien à l'énergie, 89,76 milliards de dinars pour le lait, 83,5 milliards de dinars pour l'huile et le sucre, 15,3 milliards de dinars pour la solidarité et 1,97 milliard de dinars pour les dépenses alimentaires. Pour 2022, en plus de l'alimentation des caisses de retraite et de retenir 3% de la taxe pétrolière ce qui donne environ 63 milliards de dinars, les subventions implicites, constituées notamment de subventions aux produits énergétiques et des subventions de nature fiscale, représentent environ 80% du total des subventions et que les subventions explicites représentent un cinquième du total des subventions. Et selon la loi de finances 2023 en plus du montant total des transferts sociaux qui dépasse les 5000 milliards de dinars soit 36,50 milliards de dollars , l'Etat a prévu une augmentation des dépenses au profit d'une nouvelle hausse des salaires des fonctionnaires de 23,55% par rapport aux montants injectés au titre de l'exercice 2022, l'Etat devant mobiliser une enveloppe de 3037,41 milliards de dinars durant l'année 2023, ce montant incluant l'accompagnement des employés des filets sociaux et la transformation de leurs contrats en CDI où la prise en charge des travailleurs du filet social et leur transfert vers la catégorie des salariés sous contrats à durée indéterminée nécessitera un effort budgétaire de 160 milliards de dinars. La masse salariale globale devrait atteindre 4629 milliards de dinars durant l'année 2023, représentant 47,39% du budget total dédié au fonctionnement. En plus de la nouvelle revalorisation des salaires des fonctionnaires, il est prévu également, dans le projet de budget pour 2023, un relèvement de l'allocation chômage, en application des dernières orientations du Président de la République, l'Etat devant mobiliser 292 milliards de dinars où pour l'instant on ne parle pas du relèvement du point indiciaire de la Fonction publique qui nécessiterait une enveloppe budgétaire de 300,11 milliards de dinars. Les subventions octroyées coûtent au Trésor public un différentiel qui reste mobile en fonction des fluctuations du prix d'achat de la matière première sur les marchés mondiaux. Toutefois, le Trésor public paie ce différentiel, quel que soit son niveau. Les subventions les plus importantes supportées par le Trésor sont les subventions des carburants et de l'électricité. L'Algérie est classée parmi les pays où le prix du carburant est le moins cher au monde. Mais conserver cette politique coûte de plus en plus cher. Sans entre exhaustif, nous avons les subventions du prix du pain, de la semoule et du lait où bon nombre d'Algériens vivent dans la pauvreté se nourrissant essentiellement de pain et de lait ce qui traduit une fracture sociale. Les subventions de l'eau, renvoyant au problème de la tarification de l'eau qui se pose, à peu près, dans les mêmes termes que les carburants. Son prix de cession demeure faible malgré des coûts croissants (investissement additionnel) plus importants pour l'eau dessalée qui nécessite de lourds investissements, problème aggravé par les déperditions du réseau de distribution (45 à 50% de pertes, en moyenne nationale), le différentiel étant payé par l'Etat. Pour le système de santé, les subventions supportées par l'Etat sont importantes... Pour le transport, il n'y a pas uniformité devant distinguer le transport par rail subventionné, des autres moyens. Pour Air Algérie, du fait d'une gestion défectueuse et de sureffectifs, les coûts sont de loin plus élevés par rapport aux normes internationales. Nous avons la charge financière du transport des étudiants, de la restauration et de l'hébergement des étudiants internes sans distinction ce qui se répercute sur la gestion des œuvres universitaires comme les frais de la carte d'abonnement annuel du transport universitaire où le prix de la restauration date des années 1970. Qu'en sera-t-il avec plus de 3/4 millions d'étudiants à horizon 2025. Nous avons les exonérations fiscales et de TVA accordées par les différents organismes d'investissement (Andi, Ansej) y compris pour les entreprises étrangères, dont il conviendrait de quantifier les résultats par rapport à ces avantages (exportation et création de valeur ajoutée interne) les subventions à travers les œuvres sociales des CEM et des lycées? À cela s'ajoutent, selon l'APS citant le premier ministère(donc source officielle) , les assainissements répétés aux entreprises publiques qui ont coûté au Trésor public, selon un rapport du Premier ministère, repris par l'APS, le 1er janvier 2021, ces trente dernières années, plus de 250 milliards de dollars de quoi créer tout un nouveau tissu productif et dont plus de 80% sont revenus à la case départ et les différentes réévaluations qui ont été évaluées entre 2005-2020, à 8 900 milliards de dinars soit au cours moyen de 137 dinars un dollar environ 64,96 milliards de dollars: continuer sur cette voie est un suicide collectif.

2.- Il ne faut pas se tromper de cibles pour paraphraser les stratèges militaires, l'efficacité d'une nouvelle politique des subventions étant tributaire de la gouvernance pour plus de cohérence et de visibilité de la politique économique et sociale, une lutte contre la corruption et les surcoûts. Aussi, se pose cette question stratégique pour l'Algérie en cas de baisse du cours des hydrocarbures où l'Etat pourrait ne pas avoir les moyens de continuer ces subventions généralisées comme le montre l'accroissement du déficit budgétaire source d'inflation, étant estimé dans les prévisions de 2023 à 5.884,9 milliards de DA (-22,5% du Produit intérieur brut), soit 42,95 milliards de dollars, au cours de décembre 2023 alors que pour l'exercice de 2022, le montant était de 4175,21 milliards de dinars, soit 30,47 milliards de dollars au cours de décembre 2021. Ce déficit serait plus important si le gouvernement n'avait pas déprécié le dinar tant par rapport à l'euro qu'au dollars , cette dévaluation qui ne doit pas son nom gonflant la fiscalité hydrocarbures et les taxes importations, reconvertis en dinars .La valeur du dinar a subi une forte dépréciation, une cotation administrative de 5 dinars un dollar vers les années 1970, après la cessation de paiement et les accords avec le FMI vers les années 1994, 45 dinars un dollar, puis 76/80 DA pour un dollar dans les années 2000-2004 et la cotation au 15 février 2023 est de 136,6615 DA pour un dollar et 146,4461,DA pour un euro. Sur le marché parallèle le cours d'achat est de 22.100 DA pour 100 euros où avec les pénuries dont celui des pièces détachées plus de 200% entre 2021/janvier 2023 et pour certains produits non subventionnés ,les prix s'alignent sur celui du marché parallèle. Outre l'impact sur les couts de production, du fait de l'extériorisation de l'économie algérienne du taux d'intégration qui ne dépasse pas 15%, l'instabilité juridique et monétaire favorise les actions spéculatives sur les devises et freine la visibilité à terme dans l'opportunité du lancement de projets créateurs de valeur ajoutée dont le retour en capital est à moyen et long terme. Comme se pose actuellement l'alimentation des caisses de retraite le déficit ayant approché les 700 milliards de DA, fin 2021 une fraction du déficit ayant été épongé par la rente des hydrocarbures pour le ramener fin 2022 à 376 milliards de dollars, mais étant une solution conjoncturelle. Le recours à la planche à billets est-elle la solution, solution qui a d'ailleurs été écartée par le gouvernement. J'avais préconisé au gouvernement en septembre 2012, l'instauration d'une Chambre nationale de compensation indépendante, devrait permettre des subventions ciblées, par un système de péréquation intra socioprofessionnelle et interrégionale. Aussi, il y a lieu d'éviter les effets d'annonce car cette opération est techniquement impossible, sans un système d'information fiable en temps réel, mettant en relief la répartition du revenu national par couches sociales et par répartition régionale pour éradiquer les zones d'ombre: quelle est la répartition spatiale des richesses en fonction des populations; combien de personnes et d'entreprises payent leurs impôts en fonction de leurs revenus réels; combien sont-ils à percevoir moins de 20 000 DA par mois net? Combien sont-ils à toucher entre 30 000 et 50 000 DA. Combien sont-ils à être payés entre 50 000 et 100 000 DA et combien 200 000 dinars et plus? En Algérie, ceux qui gagnent le Snmg aux chefs d'entreprise nationaux ou étrangers, bénéficient des prix subventionnés, n'existant pas de système ciblé de subventions. Pour le pouvoir algérien, ne voulant pas de remous sociaux, les subventions, tant qu'il y a la rente des hydrocarbures, constitue un tampon pour juguler la hausse des prix internationaux, avec ce retour à l'inflation car en dehors des subventions, le taux d'inflation réel dépasserait largement 15/20%. Ainsi, toutes les lois de finances de 2 000 à 2023, proposent des mesures qui ont pour finalité de pérenniser la politique de l'Etat, en matière de subvention des prix des produits de large consommation. Or, comme je l'ai analysé dans plusieurs contributions nationales et internationales, le montant des subventions et des transferts sociaux par an, très important par rapport au PIB, a eu un impact peu perceptible au niveau de la population. Les subventions généralisées faussent l'allocation rationnelle des ressources rares et ne permettent pas d'avoir une transparence des comptes, fausse les normes de gestion élémentaires. Les prévisions, tant au niveau micro que macroéconomique, aboutissent au niveau des agrégats globaux (PIB, revenu national) à une cacophonie additionnant des prix du marché et des prix administrés. Ils découragent la production locale avec un gaspillage croissant des ressources financières du pays. Comme se pose cette question stratégique: qu'en sera-t-il avec après le dégrèvement tarifaire pour les zones de libre-échange avec l'Afrique, le Monde arabe et avec l'Europe horizon dont la révision de certains articles est toujours en négociation sans compter la volonté du gouvernement d'une éventuelle adhésion à l'OMC, en rappelant que pour pouvoir exporter, il faut des entreprises publiques et privées compétitives en termes de coût/qualité.

En résumé, les tensions sociales sont atténuées par des subventions et transferts sociaux, mais mal gérés et mal ciblés, qui ne profitent pas toujours aux plus démunis. Il y a urgence de l'émergence d'une économie hors hydrocarbures et ce, pour le bien-être de l'Algérie et des générations futures.Il s'agit de mettre fin au cancer de l'économie de la rente qui se diffuse dans la société par des subventions généralisées et des versements de traitements sans contreparties productives. Face à la concentration excessive du revenu national au profit d'une minorité rentière, renforçant le sentiment d'une profonde injustice sociale, l'austérité n'étant pas partagée, la majorité des Algériens veule immédiatement leur part de la rente, , quitte à conduire l'Algérie au suicide collectif. Or, une nation ne peut distribuer plus que ce qu'elle a produit quitte à aller vers la dérive économique et sociale.

ademmebtoul@gmail.com

TUNISIE

Kaïs Saïed expulse une haute responsable syndicale de l'UE

Kaïs Saïed a demandé l'expulsion de la secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, l'accusant d'«ingérence flagrante dans les affaires intérieures» du pays. La principale centrale syndicale de Tunisie a dénoncé cette décision.



Le président tunisien Kaïs Saïed a ordonné le 18 février l'expulsion de la plus haute responsable syndicale de l'Union européenne pour des déclarations qualifiées par Tunis d'«ingérence flagrante», dernier épisode du bras de fer opposant le président Kaïs Saïed aux syndicalistes. Une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la Tunisie «Sur ordre du président Kaïs Saïed, les autorités tunisiennes ont ordonné le départ d'Esther Lynch», la secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, a indiqué la présidence dans un communiqué. Esther Lynch «a pris part à une manifestation organisée par l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et a tenu des propos qui constituent une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la Tunisie», selon le communiqué. Les autorités lui donnent 24 heures pour quitter la Tunisie, où elle est désormais considérée comme persona non grata, selon la même source. L'UGTT condamne l'expulsion d'Esther Lynch Plus tôt dans la journée, la responsable syndicale européenne a pris part à une manifestation ayant réuni des milliers de syndicalistes dans la ville de Sfax, à l'appel de la puissante centrale syndicale UGTT. Venue apporter la «solidarité de la part de 45 millions de travailleurs en Europe», Esther Lynch s'est adressée par l'intermédiaire d'un interprète à la foule réunie dans ce bastion historique du syndicalisme tunisien. Nous condamnons [son expulsion], qui n'apporte aucun honneur à la Tunisie «Nous disons aux gouvernements : ne touchez pas à nos syndicats, libérez nos dirigeants», a-t-elle lancé. Le gouvernement tunisien doit «s'asseoir et négocier avec l'UGTT pour trouver une solution» afin d'améliorer la situation politique et économique actuelle, a-t-elle ajouté. Le porte-parole de l'UGTT, Sami Tahri, a déclaré sur les ondes de la radio Mosaïque FM que les déclarations d'Esther Lynch étaient une «défense du droit de se syndiquer et non une ingérence dans les affaires de la Tunisie». «Nous condamnons [son expulsion], qui n'apporte aucun honneur à la Tunisie», a-t-il ajouté. Grave crise politique et économique en Tunisie La manifestation du 18 février à Sfax était organisée simultanément à de nombreuses autres dans plusieurs villes du pays afin de protester contre la dégradation de la situation économique et l'arrestation d'Anis Kaabi, responsable de la branche autoroutes de l'UGTT. Ce dernier est en détention provisoire dans l'attente d'un procès fixé au 23 février, pour avoir lancé une grève sur les péages. L'UGTT a annoncé des sit-in et rassemblements contre la politique de Kaïs Saïed, avec comme point culminant une marche à Tunis le 11 mars. La Tunisie est engluée dans une grave crise politique et économique depuis que Kaïs Saïed est accusé par certains d'avoir accaparé les pouvoirs en juillet 2021 en limogeant le Premier ministre et en suspendant le Parlement, avant de le dissoudre en mars 2022. Il a ensuite révisé la Constitution pour réduire les prérogatives du Parlement. Ses détracteurs l'accusent d'instaurer une nouvelle autocratie, similaire à celle de Ben Ali, dans le pays qui fut pourtant le berceau du Printemps arabe. Outre les divisions politiques, le pays connaît de graves difficultés économiques, avec notamment des pénuries de produits alimentaires et une forte inflation.

R. I.

MER DU JAPON

La Corée du Nord confirme avoir tiré un missile Hwasong-15

L'AGENCE PUBLIQUE nord-coréenne a confirmé que Pyongyang avait effectué un «exercice surprise» en tirant un missile Hwasong-15 en mer du Japon, et ce, à quelques jours d'exercices militaires américano-sud-coréens qui s'annoncent sous haute tension. La Corée du Nord a confirmé ce 19 février avoir tiré la veille un missile balistique intercontinental (ICBM), précisant qu'il s'agissait d'un Hwasong-15 lancé dans le cadre d'un «exercice surprise» après sept semaines d'accalmie, selon l'agence publique KCNA. Ce nouveau tir de missile intervenu dans l'après-midi du 18 février a rapidement été dénoncé par les pays du G7, l'Union européenne, la Corée du Sud, les Etats-Unis et le Japon, qui a déclaré que le missile était tombé dans sa zone économique exclusive. Lancé depuis l'aéroport international de Pyongyang, le «missile a atteint une altitude maximale de 5 768,5 km et a parcouru 989 km pendant 4,015 secondes avant de toucher avec précision la zone prédéfinie dans les eaux libres de la mer de l'Est de la Corée [mer du Japon]», a fait savoir KCNA. Ces données sont en ligne avec les mesures effectuées par les autorités japonaises, qui avaient évoqué le 18 février un vol d'«approximativement 66 minutes» et une distance d'environ 900 km. «L'exercice a été organisé soudainement et sans préavis», a encore expliqué KCNA. L'ordre de tir a été personnellement signé par le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, a précisé cette source. Les experts s'étaient interrogés le 18 février sur le type de missile tiré, évoquant la possibilité d'un deuxième essai de Hwasong-17, mais aussi sur l'hypothèse d'un test inédit de missile à combustible solide. Des exercices militaires américano-sud-coréens sous haute tension Ce tir de missile intervient au moment où la Corée du Sud et les Etats-Unis s'apprêtent à mener un exercice de simulation, qui doit se tenir dans les prochains jours à Washington, afin de discuter des mesures à prendre en cas d'utilisation de l'arme nucléaire par Pyongyang. Des exercices qui ont provoqué la colère de la Corée du Nord, laquelle a menacé le 17 février de réagir avec une force «sans précédent» aux manœuvres américano-sud-coréennes à venir, y voyant les préparatifs d'un conflit armé. Le lancement surprise du 18 février est une «preuve évidente» de la fiabilité de la «puissante force de dissuasion nucléaire physique» de Pyongyang, a conclu KCNA.

R. I.

HONGRIE

Orban veut maintenir des liens avec la Russie

DANS son discours annuel, le Premier ministre hongrois a affirmé vouloir maintenir des «relations économiques» avec la Russie, suggérant à ses alliés d'en faire de même. Il a également dénoncé une «guerre indirecte» de l'UE contre Moscou. «Nous maintiendrons nos relations économiques avec la Russie et c'est ce que nous suggérons également à nos alliés.» Lors de son discours annuel sur l'état de la Nation le 18 février, le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, s'est montré clair concernant la volonté de l'Etat magyar de conserver des liens avec la Russie malgré le conflit en Ukraine. Il a par ailleurs dénoncé une Europe «déjà en guerre indirecte avec la Russie», probablement en référence aux nombreuses sanctions prises par l'Union européenne (UE) contre Moscou et au soutien matériel massif apporté à Kiev depuis le début de l'opération militaire russe. «Le gouvernement hongrois ne juge pas réaliste l'idée selon laquelle la Russie serait une menace pour la sécurité de la Hongrie ou de l'Europe», a-t-il encore ajouté, insistant sur le fait que son pays n'avait «plus qu'un choix : rester en dehors de la guerre». Il a néanmoins reconnu que la tâche serait difficile «en tant que membre de l'OTAN et de l'UE» car, d'après lui, au sein de ces deux organisations, «tout le monde est pour la guerre». Depuis le début de la guerre en Ukraine, Viktor Orban refuse catégoriquement de livrer des armes à Kiev, préférant appeler à la conclusion d'un cessez-le-feu et à l'ouverture, dans la foulée, de négociations de paix. Mais force est de constater qu'aussi bien au sein de l'UE que de l'OTAN, son message est pour le moment minoritaire. Budapest réaffirme son opposition aux sanctions économiques contre la Russie Dans son discours, le Premier ministre hongrois a vertement critiqué les nombreuses sanctions économiques prises par l'UE contre la Russie, les accusant de favoriser une inflation galopante dans le pays (+25% pour le mois de janvier). Déjà en novembre dernier, le dirigeant conservateur avait estimé que les sanctions européennes contre la Russie étaient un «pas vers la guerre» et avait critiqué une politique «dangereuse». Un mois plus tard, dans une interview au quotidien Magyar Nemzet réalisée à la veille de Noël, il avait souligné que, selon lui, la Hongrie était «le seul pays européen en dehors de la guerre» en raison de sa position de neutralité vis-à-vis de Moscou. A cette occasion il avait également reconnu que si «les Américains [voulaient] la paix, il y aura[it] la paix», accusant ouvertement Washington de ne pas œuvrer en ce sens pour le moment. De plus, alors que l'UE prépare un nouveau paquet de sanctions contre la Russie, le chef de la diplomatie hongroise, Peter Szijjarto, avait déclaré le 16 février que son pays s'opposerait aux projets de sanctions touchant les approvisionnements pétroliers via l'oléoduc Droujba (qui passe par l'Ukraine, entre autres) et la coopération nucléaire avec Moscou. Selon lui, la Commission européenne continue de proposer des sanctions qui visent à exacerber la crise économique et menacent la sécurité énergétique de son pays.

R. I.

SANTÉ À KHENCHELA

Entrée en fonction du service IRM de l'hôpital Hihi Abdelmadjid

LE SERVICE IRM (Imagerie à résonnance magnétique) de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Hihi Abdelmadjid de Kaïs dans la wilaya de Khenchela, a été inauguré avant-hier, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Chahid.

Le secrétaire général de la wilaya, Abdelmalek Aïssaouiet, le directeur de la santé, Lazhar Mordjane, ont présidé l'entrée en fonction du service IRM, inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de Khenchela et inauguré à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Chahid.

Le service IRM de cet hôpital a mobilisé une enveloppe financière de 210 millions DA, ajouté aux 10 millions DA représentant le coût du projet de réhabilitation du service radiologie où l'IRM a été installée, a expliqué le directeur de la santé en marge de la cérémonie d'inauguration de cette structure.

L'appareil IRM, installé à l'hôpital de Kaïs, est de dernière génération.

Son entrée en fonction permet de réaliser des examens en un temps réduit, par rapport aux examens réalisés dans les autres hôpitaux du pays, s'est félicité Lazhar Mordjane.

« L'ouverture de ce service permet d'alléger la pression enregistrée sur celui similaire de l'hôpital Ahmed Ben Bella de Khenchela. De plus, les patients des daïras de Kaïs et de Bouhmama ne seront plus contraints de se déplacer dans d'autres wilayas pour les examens qu'offre ce service », a-t-il relevé.

Les autorités locales, présentes à l'hôpital Hihi Abdelmadjid, ont procédé également à l'inauguration des travaux de réhabilitation du restaurant de l'hôpital et de la salle des conférences, un projet qui a mobilisé une enveloppe de 10 millions DA.

R.R

HABITAT À BECHAR

Lancement d'un projet de 200 LPL

UN PROJET de réalisation de 200 logements publics locatifs (LPL), a été lancé au niveau de la nouvelle zone urbaine, dans le sud de la ville de Bechar, a indiqué, hier, la direction locale de l'Office de gestion et promotion immobilière (OPGI).

A ce titre, Mohamed Mezrag, directeur de l'OPGI, a précisé, « Ce nouveau projet, qui vient renforcer l'offre en logements sociaux, et qui sera réceptionné en début du deuxième semestre de l'année 2024, a nécessité un investissement public de plus de 569 millions DA ».

Expliquant, « Une assiette foncière globale de 14.614 m2 a été consacrée à l'implantation de ce projet qui relève du programme d'habitat retenu en faveur de la wilaya pour l'exercice 2021 », a-t-il expliqué.

En Outre, l'OPGI s'apprête à la réception prochaine de 600 unités similaires situées dans la même zone urbaine, qui a bénéficié de plusieurs opérations de travaux d'aménagement, de raccordement aux différents réseaux (AEP, Gaz, électricité, téléphonie et voirie), en plus du lancement des travaux de réalisation d'un lycée de 800 places pédagogiques et d'une polyclinique, a ajouté M. Mezrag.

Par ailleurs, le secteur de l'habitat dans la wilaya de Bechar prévoit aussi l'attribution de 260 nouvelles aides financières au titre de l'habitat rural aux postulants de la commune de Taghit (97 km au sud de Bechar), a conclu la même source.

R. R.

MISE EN SERVICE DE QUATRE NOUVEAUX TRANSFORMATEURS ÉLECTRIQUES À CONSTANTINE

Vers le renforcement de la distribution de cette énergie

Dans le but d'éviter les coupures de courant et d'adapter l'alimentation de cette énergie dans la wilaya de Constantine, quatre nouveaux transformateurs électriques ont été mis en service. C'est ce qu'a fait savoir, hier, la direction de la Société de distribution de l'électricité et du gaz Ali Mendjeli.



A ce propos, Ouahiba Takhrist, responsable de la cellule de communication et de l'information au sein de cette direction, a précisé, « il s'agit de l'entrée en exploitation récemment de deux équipements de ce genre à la circonscription administrative Ali Mendjeli, plus exactement aux unités de voisinage (UV) 1 et 2 d'une capacité de 630 kilovolts chacun, »

Elle a ajouté que deux autres transformateurs électriques ont été installés dans la daïra d'El Khroub, avec des capacités de 160 et 630 kilovolts, précisant que cette opération qui a été concrétisée fin 2022, vise à renforcer la distribution de cette énergie et à garantir la continuité et l'amélioration de la qualité des services en la matière au profit de plus de 100.000 âmes, notamment dans les nouveaux pôles urbains d'Ali Mendjeli, de Massinissa et d'Ain Nehas.

Le programme d'investissement réalisé en 2022 dans le but de renforcer la distribution en cette énergie a porté sur l'installation d'un réseau électrique global long de 96,753 km qui a touché plusieurs communes couvertes par cette direction à l'instar d'Ain Abid, d'Ouled Rahmoune, d'Ibn Badis, d'Ain Smara et d'El Khroub y compris les nouveaux pôles urbains, a-t-elle affirmé. Par ailleurs, il a été procédé, à la modernisation et au renouvellement du réseau électrique vétuste, à travers les mêmes communes, afin d'améliorer les prestations de services, a fait savoir Mme Takhrist, notant que les actions entreprises ont touché un réseau électrique global de lignes de moyenne et de basse tensions de 20.058 km.

Pour rappel, le taux de couverture au réseau électrique dans la wilaya de Constantine a atteint 98 %.

R.R

FORMATION PROFESSIONNELLE À BECHAR

2.400 nouveaux postes attendus

AU TITRE de la prochaine session prévue le 26 février, pas moins de 2.400 nouveaux postes de formation professionnelle, toutes filières confondues, ont été réservés par la direction du secteur de la wilaya de Bechar.

C'est ce qu'a fait savoir la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP).

Les postes de formation se répartissent sur différents modes de formation, dont 410 postes pour la formation résidentielle, 920 autres par apprentissage, 25 postes en milieu rural, 100 postes dans le cadre de la formation passerelle et 150 autres pour les cours du soir sanctionnés par un diplôme.

Il s'agit aussi de 225 postes de formation destinés aux femmes au foyer, 90 autres pour les détenus des établissements de rééducation, 480 postes au niveau des établissements de formation privés, a précisé le directeur du secteur, Zebda Messaoud Sofiane Moura. Plusieurs nouvelles spécialités seront ouvertes au titre de cette nouvelle rentrée, dont entre autres Entretien des routes, Peinture époxy des murs, et tous genres de terrains, Reliure et restauration de livres et Electromécanique, et ce dans le but de satisfaire la demande des jeunes et de répondre aux mieux aux besoins du marché local en main-d'œuvre spécialisée, a-t-il ajouté.

Le secteur compte neuf centres de formation et d'apprentissage (CFPA), trois instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle (INSFP), cinq établissements de formation professionnels relevant du secteur privé, et un centre de formation et de l'enseignement professionnel à distance.

En outre, le même responsable a souligné, que « l'ensemble de ces structures dispose d'un total de 4.230 postes de formation qui répondent aisément actuellement aux besoins de la wilaya en espaces de formation et enseignement professionnels.

Par ailleurs, un réseau de sept internats répartis à travers plusieurs collectivités de la wilaya de Bechar est mis à la disposition des stagiaires pour cette session de formation du mois février, a fait savoir le même responsable.

R.R

COUP D'ENVOI DES JOURNÉES DU THÉÂTRE ARABE À SÉTIF

Hommage aux martyres de la Révolution

C'est en grande pompe qu'a été donné avant-hier, le coup d'envoi de la première édition des journées du théâtre arabe à la maison de la culture Houari Boumediene à Sétif, en présence de plusieurs personnalités du quatrième art algérien et arabe et des amateurs du théâtre.



L'ouverture de la première édition qui coïncide avec la journée du chahid, porte le nom du défunt moudjahid et artiste Hacene Belkired. Au début le public s'est levé pour marquer ce moment de grande solennité, et a écouté avec attention l'hymne nationale. Ensuite, les présents ont observé une minute de silence, en hommage aux martyres de la guerre de libération.

Le nombreux public a ensuite apprécié le spectacle chorégraphique « nahwa el nour » (vers la lumière) dirigé par Riad Beroual. La troupe composée de danseurs talentueux ont accompagné l'entrée de Farouk Redaouna, le directeur de ces journées, qui a aussi joué le jeu d'ouverture originale et artistique en traversant la salle. Il a souhaité la bienvenue aux invités et au public de la première édition. « La cérémonie d'ouverture a été un franc succès. La salle archi-comble le prouve. Le public était composé de plusieurs personnalités du 4e art algérien et arabes. Nous avons également reçu des familles qui ont apprécié et applaudies les différentes étapes de cette soirée d'ouverture » a-t-il déclaré dans son discours d'ouverture. Et d'ajouter : « J'espère que le succès se poursuivra tout au long de cette manifestation. Nous voulons donner le meilleur sur tous les niveaux pour faire de cette première édition, une réussite ».

Le Jury a ensuite fait son entrée sur scène, accompagné par les danseurs. Présidé par la célèbre comédienne Jordanienne Abeer Issa, il sera composé par la libyenne Khadoudja Sabri, le tunisien Faouzi Benkhalifa Benbrahim et les algériens Dalila Nouar (actrice) et Djamel Guermi (directeur artistique du théâtre national algérien). Une vidéo des spectacles en lice ainsi que les ateliers des journées a été également projetée.

LES DIFFÉRENTES TRADITIONS ALGÉRIENNES MISES EN AVANT

Le show reprend en beauté. Les danseurs ont interprété plusieurs tableaux chorégraphiques, représentant les différentes cultures et traditions des quatre coins du pays, ainsi que des passages qui ont marqué l'histoire révolutionnaire de l'Algérie. Cette démonstration est illustrée par des images projetées en arrière-plan de la scène. La talentueuse artiste et chanteuse Amel Sekak, a rejoint à son tour la scène et a interprété des chants révolutionnaires. La beauté de la scène a été mise en valeur par des lumières scintillantes et une musique vibrante laissant les spectateurs émerveillés et fascinés. Le spectacle chorégraphique de Riad Beroual, assisté d'Ali Aissaoui. Le spectacle est inspiré de Nahwa ennour, une pièce créée en 1958 par Mustapha Kateb, jouée durant la guerre de libération nationale par la troupe artistique du FLN pour internationaliser le combat légitime du peuple algérien pour sa souveraineté. La cérémonie d'ouverture a été marquée par de vibrant hommages, rendus Tayeb Guettel, artiste et poète reconnu à l'international. Il a, à son issus, plus de 3000 textes poétiques en arabe et français. Une dizaine de pièces dont des monologues, des nouvelles traduites en français. Les organisateurs ont aussi rendu hommage au martyre et artiste Hacene Belkired.

Meriem Djouder

L'impact des réseaux sociaux sur l'art

LES STARS de la télévision arabes et membres de Jury des premières Journées du théâtre arabe, ont dénoncé avant-hier, à Sétif, l'impact négatif des réseaux sociaux sur l'art, qui selon elles sont la première cause de la désunion du monde arabe.

Lors d'une conférence animée à la Maison de la culture Houari Boumediène, en marge de la première édition, la jordanienne Abeer Issa, qui a marqué la télévision arabe, notamment par ses rôles dans « Chems ennahar » et de « Chachabouna », dira : « Je suis heureuse que le public algérien se rappelle de encore des films, dont lesquels j'ai joué à l'âge de 21 ans. Aujourd'hui, j'ai 61 ans, et après quarante ans, des gens se rappellent toujours de mes rôles ».

Abeer Issa, qui est aussi la présidente de Jury de cette édition, dénoncera l'impact des réseaux sociaux sur les jeunes. « Avant, les familles se rassemblent pour voir un feuilleton. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, et cela à cause des réseaux sociaux qui ont un impact négatif sur l'art. ces derniers sont la cause de la désunion du monde arabe » a-t-elle confié. Et d'affirmer : « Mais tant que nous restons attachés à nos patries et à l'arabité, il reste toujours de l'espoir pour nous en tant qu'artistes. On peut se relever de nouveau et faire ce que nous faisions auparavant. Je crois aux capacités des nouvelles générations à le faire ».

Autant que comédienne, « je ne monte pas sur scène, sauf si le travail est excellent. Il ne suffit pas de faire des centaines de spectacles, si ces derniers ne rapportent rien à l'art. Nous pouvons réaliser une dizaine de pièces mais qui soit à la hauteur, qui portent un message important et surtout qui marque nos carrières d'artistes et dont le public se souviendra » a-t-elle expliqué. Selon elle : « Le public peut fermer les yeux sur une mauvaise interprétation dans un drama ou un feuilleton de théâtre radiophonique, mais pas au théâtre ».

Par ailleurs, Abeer Issa avouera : « Je suis honorée d'être



présidente du jury avec d'autres créateurs arabes. J'espère que nous serons à la hauteur de la responsabilité. J'ai beaucoup d'expériences en tant que membre du jury dans des festivals de télévision, de théâtre ou de cinéma. Mais chaque festival a ses particularités autant que les spectacles ».

Elle a salué les efforts des organisateurs pour leurs efforts fournis pour la soirée d'ouverture : « j'ai été subjuguée par la performance, le professionnalisme et toute cette créativité. Je souhaite que les spectacles en lice représentent dignement les pays participants et le public algérien. Je remercie le peuple algérien pour ce bel accueil «, a-t-elle confié.

L'ART EST D'ABORD UN MESSAGE »

De son côté, l'actrice libyenne Khadoudja Sabri, qui est aussi membre de Jury, pense que « l'art est le seul qui peut nous rassembler. C'est notre message au théâtre, au cinéma, à la télévision et à la radio. Le soft power s'exprime par nos travaux artistiques qui plaisent aux gens. Des travaux qui traversent les âges et les générations. Avec l'art, nous pouvons défendre beaucoup de causes, nos traditions et coutumes, nos valeurs. C'est l'art qui peut rassembler le monde arabe, avec un peu d'amour et de tolérance. L'art est d'abord un message ». L'actrice libyenne partagera son expérience d'actrice et de comédienne. « J'ai débuté ma carrière au théâtre à l'âge de 11 ans, à l'école primaire, puis dans les associations avant d'être recrutée par le théâtre national libyen à Tripoli. Plus de quarante ans de carrière. Le théâtre est mon premier amour. Au théâtre, j'ai connu les réussites et les échecs. J'ai travaillé avec beaucoup d'auteurs arabes et libyens. Ensuite, le cinéma m'a fait connaître dans le monde arabe. J'ai été distribuée dans beaucoup de dramas arabes diffusés à la télévision», a-t-elle déclaré. Il faut, selon elle, « beaucoup donner au théâtre pour avoir autant en retour, notamment de la part du public ».

Dalila Nouar, l'actrice algérienne qui est aussi membre de jury, a quant à elle affirmé : « Les réseaux sociaux ont détourné l'internet des jeunes pour la culture. Ils ont eu un impact négatif sur l'art et sur la vie de la nouvelle génération. C'est à nos autant qu'artistes de sauver l'art et lui rendre la place qui lui revient dans nos sociétés ».

Selon elle, le terme du théâtre commercial est faux. « Le théâtre porte plusieurs thématiques, à l'instar de la tragédie, la comédie et autres. Le théâtre commercial n'existe pas, mais nous pouvons l'appeler le théâtre de divertissement ».

Dalila Nouar qui a aussi joué dans le film «Halim El Raad», réalisé par Mohamed Benabdallah, dira : « avec peu de moyen, nous pouvons faire des merveilles. Le long métrage Halim El Raad qui n'a eu aucun budget ni aide, le prouve. Il a remporté plusieurs prix à l'international et a beaucoup plu au public ».

Meriem Djouder

STRASBOURG

Frédéric Antonetti (entraineur) : « Le maintien c'est comme Le Tour de France »

FRÉDÉRIC ANTONETTI peut avoir le sourire, il vient de réussir son premier pari, et il lui en reste encore 14. Ce soir, le nouvel entraîneur du RC Strasbourg dirigeait son premier match de cette nouvelle aventure, et il a remporté les trois points. Les Alsaciens ont fait le boulot face à la lanterne rouge, Angers, en s'imposant 2-1 grâce à un doublé d'Habib Diallo en première période. Après la rencontre, le Corse a affiché sa satisfaction, comparant la mission maintien aux étapes du Tour de France.

«C'EST LA PREMIÈRE ÉTAPE»

«Le public nous a donné de la force. L'équipe a fait ce qu'il fallait, on a trop reculé en deuxième mi-temps, ils reviennent sur un penny litigieux, on ne concède pas beaucoup, mais on était en dedans, a-t-il expliqué. C'est la première étape, il en reste 14. Le maintien c'est un travail de longue haleine, comme le tour de France, c'est des étapes. On commence les dômes !», a expliqué le technicien. Prochaine étape, direction le Massif central et un déplacement à Clermont-Ferrand.

UN MATCH COMPLÈTEMENT DINGUE A EU LIEU AU PARC DES PRINCES

Paris peut remercier Kylian Mbappé et Lionel Messi

QUEL MATCH DE FOLIE ! Alors que le PSG menait deux buts à zéro au bout de 17 minutes, il voyait le LOSC réduire l'écart par Bafodé Diakité. Mais le cauchemar allait progressivement prendre le pas puisque le champion de France perdait sur blessure Nuno Mendes, dont le genou a tourné et Neymar, qui s'est à nouveau blessé à la cheville droite. Cauchemar car les Nordistes allaient prendre l'avantage au Parc des Princes. Tout d'abord parce que Jonathan David remettait les deux équipes à égalité sur pénalty (58e) avant que Jonathan Bamba ne propulse Lille en tête. On s'acheminait donc vers une nouvelle défaite parisienne mais c'était sans compter sur l'éternel sauveur Kylian Mbappé qui remettait le PSG à hauteur du LOSC (87e). La fin de match était alors complètement débridée et voyait les deux équipes pousser pour la victoire. Mais Lionel Messi, fantomatique jusque-là, sortait un coup-franc dont lui seul a le secret pour donner une victoire ô combien précieuse pour Paris (90e+5') !

UN SONDAGE VEUT VOIR GALIER RESTER

L'étau se resserre autour de Christophe Galtier. Sur une série de trois défaites consécutives, une première depuis 2011, le coach parisien n'arrive plus à retrouver la bonne formule du début de saison, où Paris marchait littéralement sur ses adversaires. La confrontation contre son ancien club Lille apparaît déjà comme un joker à ne plus griller, les rumeurs autour de Zinédine Zidane, José Mourinho ou encore Thomas Tuchel commençant déjà à pointer le bout de leur nez. En attendant, RTL a réalisé un sondage auprès de 1005 personnes de 18 ans et plus parmi lesquelles 381 amateurs de football. Et selon 71% des amateurs de football et 59% des Français, «Galette» doit rester l'entraîneur du club de la capitale au moins jusqu'au match retour contre le Bayern Munich le 8 mars prochain. En vue de ce match retour d'ailleurs, 35% des Français et 45% des amateurs de football voient le PSG renverser la situation à l'Allianz Arena et se qualifier pour les quarts de finale.

ÇA JASE AU PARC DES PRINCES

Messi, Neymar, Mbappé... Qui doit quitter le PSG ?

Kylian Mbappé, Lionel Messi ou Neymar ? Les trois stars du PSG pourraient pour des raisons bien différentes quitter le club de la capitale à la prochaine intersaison pour des circonstances spéciales. Mais selon vous, quel membre de la MNM doit quitter le Paris Saint-Germain ? C'est notre sondage du jour !



Ça jase au PSG. Pour la première fois depuis un bon moment, le Paris Saint-Germain reste sur trois défaites consécutives. Une face à l'OM le 8 février dernier en Coupe de France (2-1), contre l'AS Monaco samedi dernier (3-1) et face au Bayern Munich en 1/8ème de finale aller de la Ligue des champions (1-0). Presnel Kimpembe refusait d'évoquer une crise, mais préférait parler de mauvaise passe. Depuis la défaite du PSG face au Bayern, l'avenir de Neymar à Paris semble être remis en question et d'après The Sun, le Brésilien ne serait plus contre un départ du club alors que les plus grands clubs anglais seraient sur les rangs.

NEYMAR PRÊT À CLAQUER LA PORTE, UN TRANSFERT LÉGENDAIRE POUR MBAPPÉ ?

À commencer par Chelsea. À en croire Goal et Football Insider, les Blues se prépareraient à lancer une offensive pour Neymar. Le co-propriétaire du club londonien Todd Boehly était même à Paris mardi pour évoquer cette éventualité. Un transfert allant jusqu'à 106M€ serait programmé par Chelsea. Outre Neymar, il est également question d'un potentiel transfert légendaire de Kylian Mbappé. The Athletic a dernièrement fait savoir que le Real Madrid n'aurait pas fermé le dossier Mbappé et que le comité de direction du PSG serait prêt à laisser filer Kylian Mbappé à une année de la fin de son contrat à condition qu'une offre de transfert légendaire lui soit transmise.

LE CAS MESSI, LE FLOU CONSTANT

Et pour finir, il y a le cas Lionel Messi. Depuis son sacre au Mondial en décembre dernier, la prolongation de contrat de l'Argentin ne semble pas être plus avancée et il est même question d'un revirement de situation et d'un départ en tant qu'agent libre à la prochaine intersaison. Jérôme Rothen a dernièrement fait savoir que Messi ne devrait pas prolonger son contrat.

Le journaliste Gerard Romero a déclaré à TUDN que contrairement à son père Jorge, Lionel Messi n'aurait pas spécialement à coeur de poursuivre son aventure au PSG. Alors qui doit quitter le PSG ?

NBA :

Les Lakers s'attaquent à un All-Star, LeBron James va être déçu

DÉJÀ très actifs lors de la trade deadline, les Lakers souhaitent maintenant s'attacher les services de Kevin Love. Ce dernier est en train de négocier son départ des Cavaliers et pourrait donc retrouver LeBron James dans la Cité des Anges, avec qui il a été champion en 2016. Toutefois, de nombreuses équipes sont également sur le coup et le quintuple All-Star aurait une préférence. Toujours 13e de la conférence Ouest, les Lakers espèrent réussir à accrocher au moins une place pour le play-in tournament. Pour y parvenir et se relancer, la franchise californienne a été très active lors de la trade deadline. Mais les Angelinos n'ont plus vraiment le droit à l'erreur d'ici à la fin de la saison régulière s'ils veulent atteindre leurs objectifs et le moindre renfort est le bienvenu. Dans cette optique, un vétéran va d'ailleurs bientôt arriver sur le marché et pourrait être un bon ajout à l'effectif des Lakers.

LES LAKERS S'INTÉRESSENT À KEVIN LOVE

En effet, après neuf saisons passées à Cleveland, Kevin Love négocie son buy-out avec les Cavaliers, lui qui est dans sa dernière année de contrat. Un joueur que LeBron James connaît bien, puisqu'ils ont été champions ensemble en 2016. D'après les informations de Brian Windhorst d'ESPN, les Lakers font partie des équipes intéressées. S'il est désormais âgé de 34 ans, son adresse à longue distance pourrait faire du bien aux Angelinos en sortie de banc, un de leur point faible cette saison.

UNE PRÉFÉRENCE POUR LE HEAT ?

Toutefois, les prétendants sont nombreux pour s'attacher les services du quintuple All-Star. Alors que les Suns sont aussi sur le coup, Adrian Wojnarowski indique que Kevin Love va également écouter la proposition des Sixers. Mais c'est une autre franchise qui risque de rafler la mise. D'après Tim Reynolds, le vétéran considère sérieusement la possibilité de rejoindre le Heat de Miami. Nul doute que si cela se confirme, LeBron James risque d'être déçu, lui qui est très amis avec Kevin Love.

EN INSTANCE DE TROUVER UN CLUB

Deux pistes XXL pour Mauricio Pochettino en vue cet été ?

SANS CLUB depuis son départ du PSG à l'été 2022, Mauricio Pochettino disposerait de deux pistes prestigieuses. Depuis son licenciement du PSG en juillet 2022, Mauricio Pochettino n'a pas retrouvé de banc mais reste attentif aux mouvements dans les gros clubs européens. Sur le marché des entraîneurs, l'Argentin garde une belle côte qui pourrait lui permettre de rebondir dès le début de la saison prochaine. D'après le journaliste italien Nicolo Schira, l'ancien technicien de Southampton serait suivi par deux cadors du Vieux Continent. D'abord, son ex, Tottenham, ne l'aurait pas oublié et l'envisage comme le remplaçant d'Antonio Conte, alors que l'Italien ne devrait pas prolonger l'aventure chez les Spurs au-delà de l'exercice en cours. Passé sur le banc de son club de cœur, l'Espanyol Barcelone, entre 2009 et 2012, Pochettino pourrait également retourner en Espagne et plus précisément dans la capitale.

LE REMPLAÇANT D'EL CHOLO ?

Nicolo Schira ajoute en effet que l'Atlético Madrid s'intéresserait de près au coach de 50 ans afin de remplacer Diego Simeone. Si le départ d'El Cholo n'est pas encore acté, les Colchoneros étudient quelques pistes prestigieuses. En plus de Pochettino, Luis Enrique et Marcelino sont dans la short-list du club madrilène. L'ancien entraîneur des Spurs, qui n'a pas goûté au banc depuis plus de six mois, sera sans doute prêt à repartir au combat l'été prochain. Reste à savoir quelle sera sa destination. Une marche arrière à Tottenham reste possible tout comme l'arrivée dans une autre écurie prétendante à la Ligue des Champions.

CRB 0 – EST 1 :

Belouizdad peut s'en vouloir

Le parfait hold-up. L'Espérance, dominée de bout en bout, a su bien gérer un sommet où il fallait ce plus qui fait souvent la différence dans les grands sommets, l'expérience. Un derby maghrébin qui a tenu toutes ses promesses, deux équipes qui ne se sont fait aucun cadeau et beaucoup de calculs froids côté tunisien avant le coup de grâce en toute fin de rencontre.

Par Azouaou Aghiles



Dominateurs, les Belouizdadis ont sorti le match qu'il fallait devant un grand d'Afrique qui leur donne à l'arrivée une belle leçon de patience et de réalisme avant de porter l'estocade à un moment crucial de la partie. 87e mn, le Chabab est toujours devant à aller taquiner l'arrière garde adverse après avoir raté de peu, sur plusieurs occasions rondement menées, de marquer ce but libérateur qui ne viendra pas finalement. Bien au contraire car, et sur un contre anodin, la « libération » viendra de l'autre côté quand, Mohamed El Houni va . . . libérer les siens en fusillant, des 25 mètres, un Guendouz médusé. Un maître-tir en pleine lucarne et le match plié au grand dam du public d'un 5 Juillet bien garni et qui prend froid alors que le thermomètre affiche déjà un pic à décourager les plus inconditionnels des fans belcourtois qui n'apprécient pas cette douche froide alors que leurs favoris tenaient bien en mains le match. Plus que trois petites minutes d'espoirs avant d'être déçus par la tournure prise par les évènements. « Dominer n'est pas gagner » est l'adage qui se confirme dans ce cas de façon cruelle pour le représentant algérien qui croyait, comme le public, la victoire possible. A tout le moins et au pire, le nul avant que ce diable d'El Houni, laissé étrangement sans surveillance, ne décide de la « punition » en envoyant le dernier rempart de Laâquiba ramasser le cuir du fond de sa cage. Punition et plus, car on ne rate pas un aussi grand nombre d'occasions nettes de scorer sans le payer chèrement, l'Espérance, tout de métier, ayant su attendre son heure pour décider du sort du match sur un de ses rares mouvements offensifs. Sans se presser, contrôlant ses émotions, hyper concentrés dans leurs lignes arrières, provocateurs par moments (un peu trop même) et physiquement au point, les Tunisiens, qui prennent les commandes du groupe dans un match référence pour les deux formations, ont donné, au-delà de réaliser un hold-up, la leçon avec un scénario certes cruel pour un CRB qui méritait mieux et qui perd beaucoup au change (au minimum un point qui pourrait peser à l'heure des comptes de fin de phase), le reste du parcours dépendant de la capacité de ses joueurs à gérer cette désillusion. Des joueurs qui peuvent s'en vouloir pour n'avoir pas profité de leurs nombreux temps forts en se laissant endormir par le faux rythme imposé par les hommes à Nabil Maâloul qui, soit dit en passant, connaît très bien le football algérien et les mentalités en cours, avant de se réveiller brutalement sur un boulet de canon sorti de nulle part. Suffisant pour les « sang et or » qui restent, bon an mal an, une des valeurs sûres du jeu à onze continental. Un éternel favori au titre. Le CRB a entamé cette traditionnelle affiche algéro-tunisienne tambour battant en montrant d'emblée ses ambitions. Sans trembler mais dans un certain « désordre » (l'envie de bien faire peut-être), le reste de la rencontre, malgré une prestation honnête, se confirmant dans la tendance plutôt brouillonne dans le dernier geste et au moment de conclure, les Iwuala, Wamba, Draoui ou Bouras, manquant cruellement de soutien et confondant vitesse et précipitation et finissant, juste retour de manivelle, par passer à côté de leur sujet. Sentence : un match perdu sur un petit rien. Sur un détail qui fait force de loi en football. Amère conclusion mais une bonne équipe belouizdadie pour qui rien n'est encore perdu avec de prochaines sorties où il sera possible de se relancer. En oubliant au plus vite ce scénario cruel de samedi soir qui l'a vu céder trois précieux points alors que la victoire lui ouvrait grandement les bras. Partie remise seulement et des chances intactes d'aller au bout du rêve. En commençant par préparer et négocier au mieux le voyage en terres libyennes où l'attend, lors de la 3e journée, une formation soudanaise d'El Merreikh toujours en course pour un des deux billets qualificatifs aux quarts.

A.A

Petro Atlético rejoint la JSK en tête du Groupe A

LE REPRÉSENTANT angolais en Ligue des champions africaine de football, le Petro Atlético a dominé son homologue congolais, l'AS Vita Club sur son propre terrain (2-1, mi-temps 1-0), en match disputé samedi, au stade Massemba Deba de Brazzaville, pour le compte de la 2e journée de la phase de poules, Groupe (A). Le Petro Atlético a ouvert le score par Tiago Azulao à la 32e minute de jeu, et c'est son coéquipier Anderson Cruz qui a doublé la mise à la 64e, alors qu'Eric Kabwé a sauvé l'honneur pour l'AS Vita Club à la 82e. Une importante victoire pour le représentant angolais, car elle le propulse à la première place du groupe, ex aequo avec la JS Kabylie, avec quatre points pour chaque club.

De son côté, l'AS Vita Club reste dernier du groupe, avec zéro point, mais avec une rencontre en moins, car son match de la première journée contre le Wydad de Casablanca a été reporté au 3 mars prochain. Dans l'autre match de ce Groupe (A), disputé vendredi soir au stade du 5-Juillet (Alger), la JS Kabylie avait dominé le Wydad de Casablanca, sur le score d'un but à zéro. L'unique réalisation des Canaris a été l'£uvre du capitaine Badreddine Souyad, d'une belle tête croisée à la 87e minute, et qui a permis à son équipe de s'emparer dès lors de la première place du groupe, avec quatre points. Lors de la prochaine journée (ndlr, la 3e), prévue les 24-25 février courant, l'AS Vita Club accueillera JS Kabylie, alors que Petro Atlético sera en déplacement chez le Wydad de Casablanca. A l'issue de la 6e et dernière journée de cette phase de poules, prévue les 31 mars et le 1er avril prochains, les deux premiers se qualifieront en quarts de finale.

40 ARBITRES DONT UN ALGÉRIEN RETENU PAR LA CAF

UNE LISTE de noms comprenant 16 arbitres, 18 arbitres assistants et six arbitres assistants vidéo (VAR) a été publiée par la Confédération africaine de football, pour officier à la Coupe d'Afrique des Nations U20, prévue du 19 février au 11 mars 2023 en Egypte. Les arbitres sélectionnés sont originaires de 30 pays différents dont l'Algérie représentée par l'arbitre assistant Bouzit Hamza. La liste est composée essentiellement de jeunes arbitres - un choix qui témoigne l'engagement de la CAF à développer des arbitres de classe mondiale en Afrique dans un avenir proche, précise l'instance africaine. Le département des arbitres de la CAF a également intégré des arbitres sélectionnés pour les événements mondiaux de la FIFA - afin d'utiliser la compétition comme étape préparatoire avant leurs missions. La liste comprend deux femmes arbitres : Akhona Makalina d'Afrique du Sud et Bouchra Karboubi du Maroc, ainsi que des arbitres assistantes. Le chef du département de l'arbitrage de la CAF, Désiré Noumandiez Doué, a déclaré au site de l'instance africaine : «Nous sommes pleinement engagés à changer l'image de l'arbitrage sur le continent et pour cela nous misons sur la jeunesse. Dans ce groupe, nous avons l'avenir de l'Afrique». Douze équipes participent à cette 23e édition : l'Egypte, le Sénégal, le Nigeria, le Mozambique, l'Ouganda, la République centrafricaine, le Soudan du Sud, le Congo, la Gambie, la Tunisie, le Bénin et la Zambie. Les équipes qui atteindront les demi-finales seront automatiquement qualifiées pour la Coupe du Monde U-20 de la FIFA prévue en Indonésie du 20 mai au 11 juin 2023.

L'ASM ORAN SIGNE SA 6e VICTOIRE DE RANG EN LIGUE2

Coach Hadj Merine ne s'enflamme pas

L'ASM ORAN a enchainé sa sixième victoire de rang après s'être disposé, vendredi à domicile, du WA Boufarik (2-1) dans un match comptant pour la 18e journée de la Ligue 2 de football (Gr. Centre-Ouest), au terme duquel l'entraineur Hadj Merine a appelé ses joueurs à «garder les pieds sur terre». «Je remercie mes joueurs pour les efforts déployés tout au long de la partie. Ils sont restés concentrés et bien organisés, malgré le but du nul encaissé en fin de première mi-temps. Ils sont néanmoins tenus de garder les pieds sur terre», a déclaré le coach oranais à la presse à l'issue de la rencontre jouée au stade «Habib Bouakeul». Ce succès est venu confirmer le réveil du club oranais qui a attendu la 13e journée du championnat pour signer sa première victoire de la saison. Depuis, l'ASMO enchaine les succès ce qui lui a permis de faire un grand bond au classement et s'extirper de la zone rouge. «Nous allons tout faire pour rester sur la même dynamique dans l'optique de s'offrir d'autres victoires, car le championnat est encore long et toute éventuelle contre-performance pourrait nous faire revenir à la case départ», a encore déclaré le coach de l'ASMO. «Un autre match difficile nous attend lors de la prochaine journée sur notre terrain contre la JSM Tiaret, qui n'est autre que le co-leader de notre groupe. Nous allons le préparer convenablement avec comme objectif signer un septième succès d'affilée», a-t-il ajouté. Evidemment, le jeune entraineur de la formation de «Medina Jdida» regrette d'avoir vendangé plusieurs points au cours de la phase aller qui lui auraient permis d'ambitionner de jouer la carte de l'accession, comme convenu, du reste, avec les dirigeants du club avant le début de cet exercice», a-t-il souligné. L'ASMO, reléguée en Ligue deux en fin d'exercice 2015-2016, est distancée de 16 points par les co-leaders du groupe, à savoir l'ES Ben Aknoun et la JSM Tiaret, qui en comptent 40 chacun, ce qui rend la mission des Oranais «très difficile» pour espérer se joindre à la course à la montée, a avoué Hadj Merine. Pour rappel, seul le premier de chacune des deux poules qui composent la Ligue 2 validera son billet pour l'élite à l'issue de la saison en cours.



Cloud OpenStack : une croissance explosive, hors du secteur telco

Technologie : Le cloud open-source OpenStack a connu une croissance de 166 % depuis 2020. Et oui, d'autres que les opérateurs telco utilisent cette solution pour faire un cloud maison.

Une idée reçue dans certains milieux du cloud est que OpenStack, le cloud d'infrastructure en tant que service (IaaS) open source, est en déclin. Rien n'est plus éloigné de la vérité. Il est bien vivant et connaît une croissance fulgurante. la OpenStack User Survey, OpenStack compte désormais plus de 40 millions de cœurs de production. Ou, en d'autres termes, il a connu une croissance de 60 % depuis 2021 et un bond de 166 % depuis 2020. Pas mal pour un soi-disant agonisant, non ?

Il n'y a pas que les télécoms, où OpenStack est devenu l'épine dorsale de grands opérateurs téléphoniques. Mais il y a aussi d'autres grandes entreprises comme le service de messagerie instantanée japonais LINE, l'entreprise de services de gestion financière à la demande et dans le cloud Workday, ou encore Yahoo. Et de nombreuses autres entreprises, beaucoup plus petites, ont également misé sur OpenStack pour assurer leur avenir dans le domaine du cloud.

Pourquoi ? Les raisons sont nombreuses. Comme l'a déclaré Jonathan Bryce, directeur exécutif de l'Open Infrastructure Foundation (OpenInfra Foundation), l'organisation mère d'OpenStack, "OpenStack prend en charge le monde en constante évolution de l'infrastructure où nous avons maintenant des GPU, des FPGA, des smart NIC et du stockage intelligent. En même temps, vous pouvez toujours obtenir un accès direct au matériel sous-jacent." Ceci, à son tour, permet aux "utilisateurs d'OpenStack de créer des choses aussi étonnantes que des charges de travail en mode cloud dans le secteur telco cloud qui peuvent faire du transcodage vidéo en mode edge computing. Grâce à cela, les gens peuvent regarder des vidéos 4K sur leurs smartphones en utilisant la 5G."

LA PUISSANCE DU COUPLE KUBERNETES / OPENSTACK

Une autre raison de la popularité croissante d'OpenStack est son intégration de Kubernetes. Grâce à Linux OpenStack Kubernetes Infrastructure (LOKI), Kubernetes est désormais déployé sur plus de 85 % des déploiements OpenStack. En outre, Magnum, le service d'orchestration de conteneurs d'OpenStack, gagne également en popularité. 21 % des utilisateurs l'utilisent pour exécuter des charges de travail de production.

Pourtant, Kubernetes reste le premier choix. 73 % des utilisateurs s'appuient sur Kubernetes classique, tandis que 12 % utilisent Kubernetes via la distribution Kubernetes OpenShift de Red Hat.

RED HAT EST ÉGALEMENT UN PARTISAN D'OPENSTACK.

Comme l'a déclaré Maria Bracho, responsable de la gestion des produits chez Red Hat, "au cours des deux dernières années, de plus en plus de clients utilisent OpenStack et OpenShift ensemble dans différents modèles de déploiement.

Chez Red Hat, nous avons fait une tonne de travail pour nous assurer que ces plateformes peuvent être utilisées ensemble, de sorte que les utilisateurs ne sont plus confrontés à une décision entre une plateforme ou l'autre, mais peuvent plutôt choisir librement et en toute confiance la configuration où leurs charges de travail actuelles et futures sont le mieux servies."

Kubernetes est également très utile avec les clouds hybrides.

Et OpenStack est souvent utilisé dans les clouds hybrides. En effet, 80 % des utilisateurs d'OpenStack le déploient dans des clouds hybrides. Pour faciliter la création de clouds hybrides, les opérateurs se tournent vers Octavia, un programme d'équilibrage de charge open-source. Aujourd'hui, presquer 50 % des déploiements d'OpenStack utilisent Octavia.

"Le battage médiatique est agréable, mais la substance dure, et comme les déploiements d'OpenStack continuent de croître en nombres stupéfiants.

La communauté OpenStack prouve qu'elle est non seulement vivante et en bonne santé, mais qu'elle apporte aussi une valeur indiscutable aux organisations" résume Thierry Carrez, directeur général de l'OpenInfra Foundation,

Selon l'ENISA, les budgets de sécurité informatique sont en baisse

SÉCURITÉ : Dans l'un de ses rapports thématiques annuels, l'agence de l'Union européenne pour la cybersécurité signale une baisse préoccupante de la part du budget IT consacré à la sécurité informatique. Il y a les mots et il y a les actes. L'agence de l'Union européenne pour la cybersécurité vient de s'inquiéter d'une baisse en 2021 des budgets consacrés à la sécurité de l'information des opérateurs de services essentiels et des fournisseurs de services numériques européens. Or, comme le rappelle l'Estonien Juhan Lepassaar, le patron de l'ENISA, « la résilience de nos infrastructures et technologies critiques dépendra fortement de notre capacité à réaliser des investissements stratégiques ».

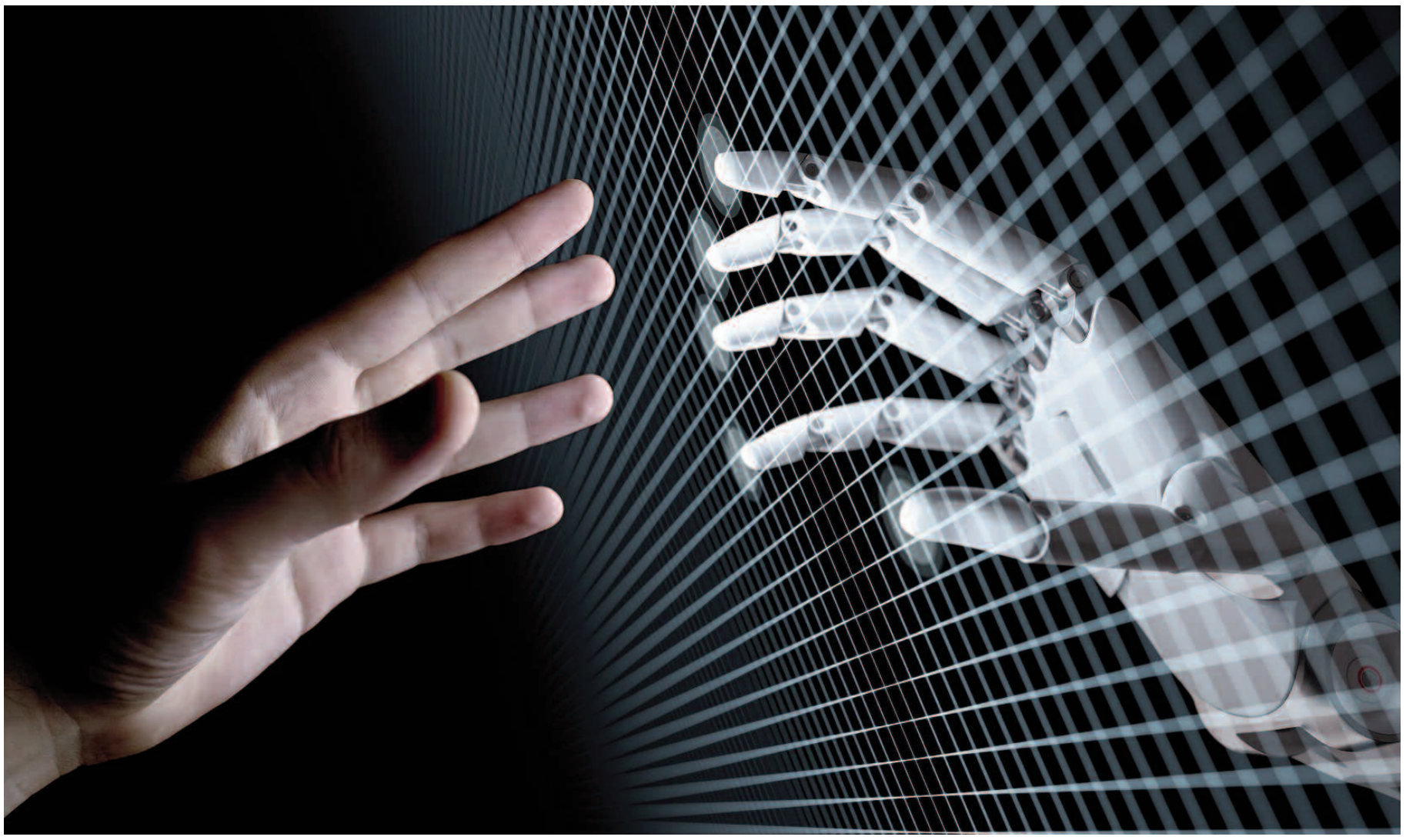
Baisse d'environ 13 %

Selon l'agence européenne, qui a sondé plus d'un millier d'organisations à travers l'UE, la part médiane du budget IT consacré à la cybersécurité est passée de 7,7 % à 6,7 %, soit une baisse d'environ 13 %. Cela représente environ 0,6 million d'euros pour un budget informatique médian d'environ 10 millions d'euros.

Certes, les moyennes sont considérablement plus élevées, avec un budget informatique moyen de 60 millions d'euros pour des investissements dans la sécurité de 4 millions d'euros. Mais pour l'ENISA, les valeurs médianes sont plus représentatives dans la mesure où les moyennes sont tirées par les budgets de grandes organisations.



L'intelligence artificielle : six usages au quotidien



Vous l'utilisez parfois sans même le savoir. L'intelligence artificielle (IA) s'invite dans votre quotidien depuis quelques années et fait de grands pas. Futura décrypte pour vous chacun des moments où elle intervient dans votre vie.

Dans la culture populaire, l'intelligence artificielle a longtemps été synonyme de robots autonomes qui, soit dans la version catastrophe, viendraient anéantir l'être humain, soit , dans la version humaniste, viendrait le soulager des tâches ingrates. Si cette dernière idée futuriste, commence à se concrétiser sous la forme de voitures autonomes ou de robots aspirateurs ou autres tondeuses, l'intelligence artificielle a déjà cependant largement envahi nos vies.

Les e-mails
Les messageries électroniques s'appuient largement sur l'intelligence artificielle afin d'optimiser leur fonctionnement et améliorer l'expérience des utilisateurs. Les filtres des courriers indésirables bénéficient grandement de l'IA, qui peut traiter de grandes quantités de messages et détecter très rapidement les nouveaux spams qui inondent les boîtes de réception. Pour sa messagerie Gmail, Google utilise TensorFlow, une des IA les plus avancées qui parvient à bloquer plus de 99,9 % des indésirables. Le géant du Web ne s'arrête pas là, et propose d'autres fonctions basées sur l'IA. Sa fonction Smart Reply propose des messages courts pour pouvoir répondre à un e-mail en un seul clic. La firme a aussi développé une fonction baptisée Smart Compose, capable de finir les phrases de l'utilisateur.

Les réseaux sociaux
L'intelligence artificielle influence largement la manière dont les informations sont présentées, notamment sur les réseaux sociaux. Par exemple, Facebook trie les publications des contacts et des pages suivies, puis les filtre pour mettre en avant celles jugées les plus importantes, tout en masquant complètement les autres. Le site utilise une IA baptisée DeepText pour analyser le contenu des publications qui ne sert pas uniquement à organiser le fil d'actualités, mais permet également de faire intervenir un employé humain s'il détecte des signes suicidaires.

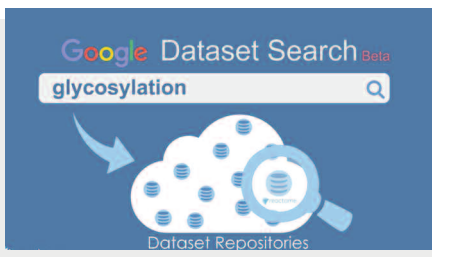
Les moteurs de recherche
Les moteurs de recherche pourraient difficilement fonctionner sans intelligence artificielle, étant donné la taille colossale du Web. L'IA est déployée sous forme de robots qui parcourent les sites pour les indexer, mais également pour les classer et déterminer l'ordre de présentation selon les termes de recherche.
Elle permet même de personnaliser les résultats selon le type de recherche : afficher la météo, la distribution d'un film, ou encore effectuer des calculs ou des conversions de devises. Google propose également sa fonction Google Suggest, la recherche prédictive qui s'affiche pendant la saisie de la requête, qui tente de deviner la recherche basée sur son indexation, les recherches fréquentes et l'historique de l'utilisateur.

La traduction
Les services de traduction automatique, accessibles via des services comme Google Traduction, ou directement intégrés à des sites comme Facebook, ont beaucoup progressé ces dernières années, au point de produire des textes parfaitement compréhensibles. Cette avancée a été possible notamment grâce aux techniques de deep learning, comme avec l'IA de Google baptisée Neural Machine Translation system (GNMT).

Les sites marchands
L'IA occupe également une place de plus en plus importante pour les sites de vente en ligne.
Elle suggère de nouveaux articles à consulter en se basant sur l'historique de l'internaute, ainsi que la navigation des autres visiteurs. Les centres de tri, pour la préparation des marchandises, sont également gérés par IA avec l'utilisation grandissante de robots qui, dans un incessant ballet, acheminent les produits d'un poste à l'autre.

Les applications de navigation
L'intelligence artificielle a modifié nos habitudes de circulation, grâce à des applications de navigation comme Waze ou Google Maps.
Ces dernières déterminent l'itinéraire le plus court et estiment l'heure d'arrivée. Elles peuvent même prendre en compte le trafic en temps réel pour modifier automatiquement la trajectoire afin d'éviter les bouchons.

Dataset Search, le moteur de recherche de Google pour les données scientifiques



AVEC SON NOUVEL outil de recherche Dataset Search, Google veut faciliter l'accès aux bases de données open source. Une démarche louable mais, pour l'instant, encore très incomplète.
Après Google News, Google Images ou Google Books, Google s'attaque au big data avec le lancement, mercredi 5 septembre, d'un nouveau moteur de recherche baptisé Dataset Search. Destiné en premier lieu aux scientifiques et aux datajournalistes, il indexe les bases de données open source issues de sites publics, d'universités ou d'organisations, comme la Nasa ou le site français data.gouv.fr. On peut ainsi y trouver le séquençage ADN d'une protéine, la collection des photos prises par le robot Mars Curiosity ou les relevés historiques de température de la surface de l'océan. Pour chaque résultat, Google Dataset Search affiche une description détaillée du jeu de données avec le producteur, la licence, le format et un résumé du contenu.
L'objectif de Google est de rendre les données scientifiques « aussi accessibles que les recettes de cuisine, les offres d'emplois... ». Dans un premier temps, Google va surtout répertorier les données sur l'environnement, les sciences sociales et celles issues des services publics. Cette démarche s'inscrit dans une volonté générale de Google de simplifier l'accès aux données scientifiques. En 2004, il avait ainsi lancé Google Scholar, un moteur de recherche inventoriant les publications scientifiques (articles, livres, thèses...).

Des résultats pour l'instant très limités
Mais, pour le moment, le moteur de recherche semble encore très incomplet.

A l'âge de 13 ans, Ronaldinho a marqué 23 buts en une seule rencontre !



RONALDO de Assis Moreira, plus connu sous le nom de Ronaldinho, est une des légendes du football. Il a remporté deux fois le ballon d'or du meilleur joueur dans le monde et a gagné les titres les plus prestigieux de ce sport notamment la coupe du monde des nations avec le Brésil. La star brésilienne a gagné l'attention des médias dès l'âge de 13 ans lorsqu'il a marqué 23 buts en une seul rencontre face à une équipe locale, celui-ci portera plus tard les couleurs du PSG, du FC Barcelone et du Milan AC entre autres.

Le son se déplace 15 fois plus rapidement dans le fer que dans l'air !

LE SON, qu'il soit propagé dans le fer ou dans l'air, est constitué d'ondes qui se déplacent de la même manière mais pas à la même vitesse. Les ondes sonores peuvent traverser toute substance, y compris les gaz, les liquides (comme l'eau) et les solides (comme le métal). La vitesse du son varie d'une substance à une autre, en effet, le son se déplace plus lentement dans les gaz et plus rapidement dans les liquides et encore plus rapidement dans les solides. Le son se propage à une vitesse de 343,2 mètres par seconde dans l'air, il se déplace à 1 484 mètres par secondes dans l'eau (4,3 fois plus vite que dans l'air) et à 5 120 m/s dans le fer.
Dans un matériau exceptionnellement rigide comme le diamant, le son se propage une vitesse de 12 000 m/s , ce qui correspond à la vitesse maximale du son.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



Cette compagnie arrête de vendre certains sièges car les passagers sont trop lourds

La compagnie aérienne américaine United Airlines bloque l'accès à certains siège du milieu, cet hiver dans ses Boeing 757. En cause ? Une augmentation du poids des passagers... Et de leurs bagages !

« Siège indisponible. Ne pas s'y asseoir. » Ce message s'affiche sur les ceintures de sécurité de sièges d'avions de ligne de la compagnie américaine United Airlines, depuis le début du mois de novembre 2022. Le transporteur aérien bloque, en effet, plusieurs sièges du milieu, dans les vols opérés par des Boeing 757. En cause ? Le poids des passagers… et de leurs bagages, rapporte le site spécialisé Live And Let's Fly , dans un article repéré par le média Air Journal .

Le poids des passagers augmente

United Airlines va bloquer ces sièges du milieu jusqu'au 30 avril 2023, une mesure entrée en vigueur le mardi 1er novembre 2022. Un « changement temporaire » qui s'explique par « une augmentation du poids moyen des clients en hiver », dit un « mémo » de la compagnie adressé aux personnels de bord, et consulté par Live And Let's Fly.
La société dit s'appuyer sur des prescriptions de l'Administration fédérale de l'aviation (Federal Aviation Administration, FAA), le gendarme américain de l'aviation. En 2019, l'institution a publié une circulaire consultative dans laquelle elle recommandait aux compagnies aériennes de prendre en compte une augmentation du poids moyen des passagers… de 6 kg à 15 kg selon le genre des voyageurs et la saison, souligne le quotidien britannique The Independent . En effet, aux États-Unis, « le poids moyen, le tour de taille et l'indice de masse corporelle des adultes ont augmenté au cours des 18 dernières années », notait un rapport publié par les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (Centers for Disease Control and Prevention, CDC) américains en 2018.

Des passagers plus lourds l'hiver

Voilà pour le poids des passagers. Mais pourquoi sont-ils plus lourds en hiver ? C'est parce qu'ils voyagent plus chargés : ils ont tendance à emporter des vêtements plus chauds, comme d'épais manteaux. Dans un contexte d'augmentation du poids des bagages plus général. La FAA avait donc demandé aux compagnies aériennes de recalculer le poids moyen des passagers, celui-ci étant basé sur des « postulats vieux de plusieurs décennies et qui ne sont plus fiables », indique Live And Let's Fly. Autre élément, les bagages cabine ne sont pas pesés aux États-Unis, ce qui n'aide pas à avoir une vision claire de la charge qu'emporte l'avion.
Or, les compagnies doivent savoir quel est le poids total de l'appareil : cette donnée est très importante en vol… Et plusieurs médias s'étaient donc demandé si les transporteurs aériens n'allaient pas être amenés à peser leurs passagers avant l'embarquement !

Jackpot record du Powerball : le vendeur du ticket gagnant reçoit 1 million de dollars

LE PATRON de la station-service dans laquelle le ticket gagnant du Powerball a été validé a reçu mardi 8 novembre 2022 un chèque d'1 million de dollars. Quelques heures plus tôt, le jackpot de plus de 2 milliards de dollars avait été décroché par un chanceux parieur américain. Le jackpot record de plus de 2 milliards de dollars mis en jeu au Powerball a été décroché par un Américain, mardi 8 novembre 2022. Mais il n'est pas le seul à voir son quotidien bouleversé après le tirage de la célèbre loterie.
Comme le relaient de nombreux médias comme le Los Angeles Times ou CNN , le propriétaire de la station-service dans laquelle le ticket gagnant a été validé a lui aussi reçu un joli chèque d'1 million de dollars.

À Altadena, dans la banlieue de Los Angeles, Joe Chahayed a ainsi vu débarquer des représentants du Powerball mardi matin pour lui remettre sa commission.
Le septuagénaire est arrivé sur le sol des États-Unis il y a 42 ans avec sa famille et s'est félicité de son parcours au micro de CNN : « Je travaille dur, sept jours sur sept, j'élève mes enfants, j'ai obtenu mon diplôme universitaire, j'ai acheté une maison et j'ai acheté une entreprise, tout cela parce que je travaille dur et que je suis un homme honnête », a déclaré Joe Chahayed.

Un autre record pour les écoles californiennes

Carolyn Becker, porte-parole de la California Lottery, a indiqué à CNN que



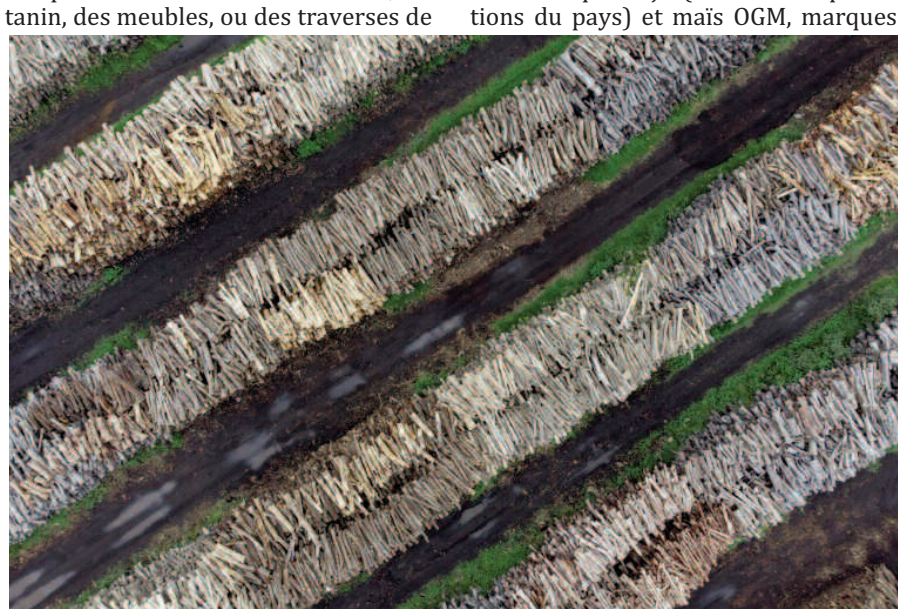
le tirage exceptionnel de mardi a permis de battre un autre record.
En effet, les taxes prélevées sur le Powerball sont automatiquement reversées aux écoles.
Ainsi, les établissements californiens recevront la somme de 156,3 millions de dollars, précise le Los Angeles Times.
Joe Chahayed espère que le grand vainqueur du Powerball est originaire du quartier. Pour l'instant, ce nouveau milliardaire ne s'est pas manifesté.
De son côté, Danny Chahayed, le fils du commerçant, a confié au média américain qu'il souhaitait lui aussi que le joueur fasse partie de la « communauté ». « Qu'il connaisse les luttes des gens d'ici et qu'il puisse redistribuer » ses gains.

Les cicatrices du Gran Chaco, "l'autre" déforestation d'Amérique du Sud



C'est la "petite" sœur moins connue, moins emblématique, que sa géante voisine l'Amazonie. Mais la forêt indigène du Grand Chaco, le 2e plus grand biome d'Amérique du Sud, subit depuis 25 ans d'inexorables saignées - la faune et la flore reculant face au soja, au tournesol ou à l'élevage.

Les apparences sont parfois trompeuses. Le long des interminables pistes du Chaco, masse forestière d'1 million de km2 - une fois et demie la France - entre Argentine (62%), Paraguay (25%) et Bolivie (11%), de denses rideaux de typique végétation "tropicale sèche" donnent l'illusion d'un écosystème non troublé.
Mais en s'enfonçant derrière ces lisières vertes, de longues langues déboisées trahissent le lent grignotage qui se joue en silence. Par endroits, à perte de vue, gisent des quebrachos (caroubiers), déracinés par des machines, et qui attendent d'être enlevés pour faire du charbon de bois, du tanin, des meubles, ou des traverses de voie ferrée, pour lesquelles ce bois dur est prisé.
Ici, au nord-est de l'Argentine à 1.100 km de Buenos Aires, c'est la "frontière" agricole. Là où un modèle agro-exportateur, toujours plus crucial pour des pays avides de devises, vient se confronter à un écosystème indigène, ses espèces, ses ethnies. Et gagne, peu à peu.



QUAND LA FORÊT DU GRAN CHACO DEVINT PAMPA

"Dans la province de Chaco, quasiment toute la superficie était couverte de forêts de différents types", se souvient l'ingénieure agronome Inés Aguirre, du Réseau forestier Chaco Argentina. "Un seul secteur, au sud-est, avait une zone éminemment agricole avant les années 1990". "Mais lorsqu'est apparu le 'combo' technologique du soja génétiquement modifié et du semis direct avec travail minimum du sol, le Chaco a commencé à être colonisé et 'pampérisé' ".
"Pampérisé" signifie transformé en vastes plaines de culture ou pâturage, caractéristiques de la pampa argentine. D'autant que soja (30% des exportations du pays) et maïs OGM, marques de fabrique de l'Argentine, ont la particularité de résister à la sécheresse, une "aubaine" sur les sols semi-arides du 'Chaco Seco'.
Depuis, le rythme de déforestation dans la province a été d'environ 40.000 hectares (400 km2) par an, avec des pointes à 60.000, selon Inès Aguirre. Un survol aérien offre l'étonnant spectacle de vastes rectangles rasés, voisinant avec des rectangles de dense forêt.
"Cela ne devrait pas se produire, car toute forme de déforestation est désormais suspendue dans la province" par un moratoire, explique Noemi Cruz, de Greenpeace-Forêts, en montrant les arbres abattus, et saisissant une poignée de terre poussiéreuse. Sur laquelle, sans protection des arbres, "l'eau glissera en surface, mais ne s'infiltrera plus dans le sol, à la saison des pluies".

DEMANDE INTERNATIONALE DE SOJA ET DE VIANDE

Le Chaco comprend "El Impenetrable", un parc national de 128.000 hectares, une "zone rouge" strictement protégée aux termes de la loi sur les Forêts : intouchable, sous cloche, à la différence des zones "jaunes", où tourisme ou activité agricole "douce" peuvent exister. Et des "vertes", qui peuvent être transformées.
Mais cette carte - en attente d'actualisation, d'où le moratoire - est "sous forte pression constante des entreprises et producteurs qui veulent étendre les terres agricoles, et d'une demande internationale de matières premières, notamment soja et viande", analyse le chercheur de l'Institut national CONICET, Matias Mastrangelo. Et en cas de déboisement illicite, la sanction, une amende, "ne décourage pas le défrichement : les entreprises l'intègrent comme un coût de production, comme un autre".
De fait, autour de l'"Impénétrable", ça défriche, et l'onde se répercute sur les multiples espèces du parc voisin : fourmilier, pécari, tapir, serpent corail... Et le jaguar, plus grand félin du continent, au coeur d'un ambitieux programme de réintroduction. "Une forêt qui devient champ de soja ne peut plus abriter de jaguar, ni aucune de ses proies. La destruction est complète", énonce le biologiste Gerardo Ceron, coordinateur de l'équipe Rewilding Argentina qui gère cette réintroduction.
Tatous et humains perdent du terrain
"Dans le 'Chaco sec', on est probablement en train d'assister à une grave perte de faune. On constate que les grands mammifères surtout, disparaissent", acquiesce Micaela Camino, biologiste au CONICET, en citant notamment le tatou géant et le pécari à lèvre.
"Quand une espèce se perd, disparaît avec elle ce qui la rendait unique. Mais aussi la sécurité alimentaire de familles locales, et toutes les fonctions que cette espèce remplissait dans l'écosystème. Et donc la capacité de cet écosystème à se régénérer, être résilient. Ce qui est extrêmement dangereux dans un contexte de changement climatique".
Avant même les autres espèces animales, les hommes reculent. En l'occurrence, quelques communautés indigènes wichi et criollo, qui vivent par "grappes" au coeur du Chaco sec. "Ce qui se passe généralement, c'est qu'en amont du déboisement, les droits de ces familles sont bafoués. (Dans l'acquisition de leur terrain), elles se font escroquer, et doivent partir", explique Micaela Camino.
Inés Aguirre, qui travailla à la Direction des Forêts de la province, affirme qu'existent des solutions pour régénérer le Chaco scarifié, comme une expérience agro-forestière qu'elle mena, combinant à la fois replantation de caroubiers et élevage bovin. "Le caroubier, une légumineuse, produit une réaction entre des bactéries et les racines, qui recompose l'azote du sol. C'est extraordinaire, la croissance est incroyable". Mais ça, c'est pour "l'après". "L'urgence, dit-elle, c'est de stopper le déboisement".

ANTI-JAMBES LOURDES



Les exigences de notre vie moderne est ,parfois, la cause de nos souffrances. Par exemple la souffrance des jambes. Pour avoir une solution efficace voila une recette anti-jambes lourdes.

1-Bouger
Essaie de faire travailler tes jambes , descends deux arrêts de métro avant le tien , monte les escaliers à pied , file à la piscine...

2-Sautiller
Les balades pieds nus sur le sable mouillé,ou dans l'eau jusque mi-mollet . Profitez l'occasion.

3-Drainer
Fais infuser pendant 5 minutes une cuillerée à soupe de tisan dans 1 litre d'eau bouillante et bois ton infusion maison tout au long de la journée… À alterner avec de l'eau, ou du thé vert, à raison de 1,5 à 2 litres.

4-Se masser
le massage est essentiel pour tes jambes … Un peu d'huiles végétales de noisette et tournesol ou essentielles de lavandin, cyprès, romarin, citronnelle, ciste, thym (4 ou 5 gouttes diluées dans 20 cl d'huile végétale) dans le creux de ta main, puis masse tes jambes en remontant des chevilles jusqu'aux genoux.

5-S'hydrater
le solution pour des pieds sèches :l' huile d'amande douce ,Tous les jours, après la douche ou le bain, été comme hiver pour assouplit la peau et la rend toute douce.

ÊTES VOUS OBÈSE ?



L'IMC permet de determiner la corpulence d'une personne.
L'indice de masse de corporelle est un outil inventé par les médecins pour évaluer les risques pour la santé liés au surpoids.
Car le poids seul ne suffit pas à diagnostiquer une obésité ou un surpoids : ce n'est pas la même chose que de faire 90 kilos si l'on fait 1m 50 ou 1m 90...
L'indice de masse corporelle est lui calculé en divisant le poids par la taille au carré. Grâce à des études, des seuils ont ensuite été établis pour évaluer les zones à risque, notamment de maladies cardio-vasculaires.

L'IMC est une méthode fiable pour les adultes de 20 à 65 ans, mais ne peut pas être utilisée telle quelle pour les femmes enceintes ou qui allaitent, les athlètes d'endurance ou les personnes très musclées.

OÙ SE TROUVENT LES VITAMINES



VITAMINE B4 :

Vitamine B4: se trouve dans toutes les nourritures riches en protéines, la levure de bière et le thé.
C'est la vitamine des globules blancs. Les carences en vitamine B4 sont rares et généralement causées par certains médicaments comme les sulfamides.

Soin antichute pour cheveux, à base d'ortie



- Laissez bouillir 500 g de racines d'orties dans 50 cl de vinaigre, pendant quelques minutes. Laissez refroidir, filtrez puis frictionnez-vous la tête au moins une fois par jour avec cette lotion, pendant quinze jours régulièrement. Continuer avec un traitement d'entretien, une fois par jour.
- Faites une provision d'orties (fraîches) dont vous passerez les feuilles au mixeur. Vous en ferez un cataplasme que vous garderez sur la tête pendant 1 heure. Ensuite, vous vous rincez la tête et vous vous lavez les cheveux comme à l'accoutumée. Répétez ce traitement au moins une fois par semaine, pendant deux mois.

Le blanchiment des dents



Pour un bon sourir il faut un blanchiment efficace des dents. Ces étapes peuvent nousaider:

- Le blanchiment chez un dentiste: par la gouttière en plastique à partir d'une empreinte dentaire.

- le blanchiment à domicile: s'effectue à partir d'un confection de gouttière et l'utiliser entre 15 mn et 1heure par jour pendant 15 jours.

Le blanchiment des dent à domicile peut s'effectuer par

-Les gouttières jetables: hygiéniques et à usage unique
-Les bandes transparentes autocollantes: très pratiques et recouvertes de gel
-Le gel avec pinceau: Ces traitements sont à utiliser une à deux fois par jour, de 15 à 30 minutes pendant 14 jours.

ASTUCE... ASTUCE... ASTUCE... ASTUCE...

comment conserver l'artichaut

Il arrive quelquefois qu'on aime concerver des légumes de saison pour en être consommer ultérieurement.ça reste un peu difficile avec les artichauts, car ils ne se conservent que cru (et jamais cuit !), juste pour quelques jours pas plus, et ce, en les mettant _une fois cueillis et encore crus_ tête en haut et queue dans de l'eau (comme un bouquet !) dans une vase tout en veillant à changer l'eau une ou deux fois.

Faciliter la cuisson du poisson au barbecue

Bien souvent, le poisson colle à la grille du bbq lors de sa cuisson. Pour la faciliter, il suffit de frotter la grille plusieurs fois avec un citron coupé en deux juste avant d'y déposer le poisson. Cette opération aura l'avantage supplémentaire de faciliter le nettoyage de la grille après la cuisson

Oter facilement la peau des poivrons

Pour oter facilement la peau des poivrons (pour faire une salade mechouia):
■ Faire griller pendant 5 minutes de chaque côté les poivrons au four position grill.
■ Lorsque tous les côtés du poivron sont bien grillés (presque marron-noir), les sortir du four et les mettre dans un sac plastique fermé environ 1 heure.
■Les retirer du sac. La peau se retire d'un coup.

Gâteau à la confiture



Ingrédients :

■ 4 œufs
■ 1 verre d'huile
■ 2 sachets de levure chimique
■ vanille
■ zeste de citron
■ confiture d'abricot
■ farine

Préparation :

■ Dans une terrine, mélanger les œufs, le sucre, la vanille et le zeste de citron avec un batteur. Ajouter l'huile, bien mélanger puis incorporer la levure et la farine tamisée jusqu'a obtention d'une pâte malléable.
■ Couper la pâte en deux parties : la première partie 34 de pâte et la deuxième 14 de pâte.
■ Abaisser la première pâte dans un plateau huilé, étaler de la confiture puis décorer avec la deuxième pâte (en forme de grille) et faire cuire à four 180°.
■ Laisser refroidir, puis couper le gâteau en petit morceaux.

Riz gratiné aux légumes

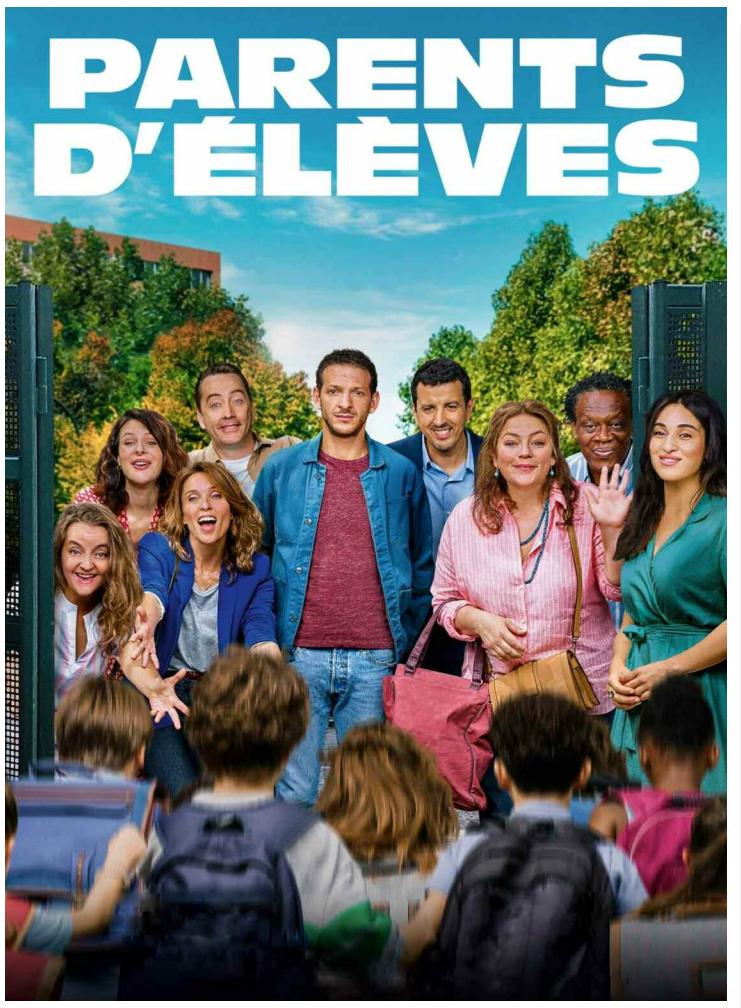


Ingrédients :

■ 250g de riz
■ 1 sachet de safran
■ 1 tête d'ail
■ 1/4 cuillère à café de poivre noir
■ 1/2 cuillère à café de sel
■ 300g de viande hachée
■ 2 carottes coupées en dés
■ 100g de petits pois
■ 1 poivron coupé en dés
■ 1/2 bouquet de persil
■ 50g de beurre
■ 2 cuillères à soupe d'huile

Préparation :

■ Préparer la Dersa : piler l'ail avec le sel et le poivre noir et réservez.
■ Dans une casserole, faire bouillir l'eau, le sel et 2 cuillères à soupe d'huile. Ajouter le safran, remettre à bouillir puis verser le riz et laisser cuire pendant 20 minutes. Égoutter ensuite ce dernier et laisser à part.
■ Dans un plat beurré, verser le riz, mettre la carotte coupée en dés, ainsi que la viande hachée, les petits pois, le poivron coupé en dès, le persil coupé, le beurre, la Dersa, mélangez le tout puis ajouter un verre d'eau.
■ Enfourner à four moyen jusqu'à ce que la sauce soit complètement absorbée.





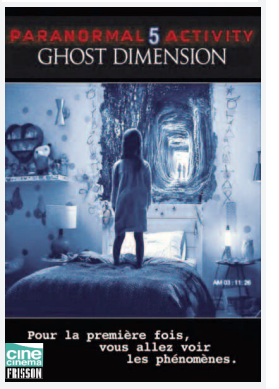








JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Cinéma - Comédie 2020 — TF1
Parents d'élèves

21h00 Série de suspense 2022, France — France 2
L'île prisonnière

21h10 Magazine du bricolage — M6
Mission travaux : ma maison est un chantier

21h02 Série Western 2023, France, Italie — CANAL+
Django

21h05 Cinéma - Film d'animation — W9
2002, Etats-Unis
L'âge de glace

20h50 Cinéma - Film d'horreur — CINE+ FRISSON
2015, Etats-Unis
Paranormal Activity 5 : Ghost Dimension

20h05 Série humoristique — 6ter
France
Kaamelott

20h50 Cinéma - Thriller 2020, Etats-Uni — CINE+ PREMIER
Enragé

21h10 Série policière 2013, France — C8
Commissaire Magellan

21h00 Cinéma - Thriller 2021 — CINE+ CINÉMA
Enquête sur un scandale d'état

21h05 Cinéma - Film pour la jeunesse — CINE+ FAMIZ
2021, Finlande
Vinski et la poudre magique

21h25 Cinéma - Film d'action — TMC
2011, Etats-Unis
Captain America : First Avenger

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série humoristique 2021, Grande-Bretagne

Saison 1 Épisode 1/2

Starstruck

A Londres, Jessie cumule deux emplois pour gravir rapidement les échelons et décrocher un poste stable. Invitée à une fête bien arrosée pour le réveillon du Nouvel An, Jessie succombe au charme d'un bellâtre. Le lendemain, elle apprend que son amant d'une nuit est une star du cinéma.

23h43

Série politique 2018, France

Saison 2 Épisode 1: Twins

Baron Noir

Libéré de prison, Philippe Rickwaert doit se mettre en retrait de la campagne présidentielle de la candidate du Parti socialiste, Amélie Dorendeu. Celle-ci fait des choix très éloignés des idéaux de la gauche, compromettant son élection. De son côté, le candidat du Front national grappille des voix... Philippe Rickwaert fait bientôt la connaissance de Cyril Balsa, un jeune député. Ce dernier rencontre de plus en plus d'écho à l'Assemblée nationale et ses idées semblent en phase avec celles de l'ancien député-maire de Dunkerque (Hauts-de-France).

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	
05:47	12:44	15:48	18:17	19:37	

CONSTANTINE				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:53	12:50	15:55	18:24	19:43

ALGER				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:05	13:02	16:07	18:36	19:55

OUARGLA				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:59	12:57	16:04	18:33	19:51

CHLEF				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:12	13:09	16:16	18:45	20:03

MOSTAGANEM				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:17	13:14	16:21	18:50	20:08

ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:20	13:17	16:25	18:54	20:11

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7519 — LUNDI 20 FÉVRIER 2023

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	20°	9°
Oran	23°	11°
Constantine	21°	3°
Ouargla	21°	5°

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

Appel à l'implication de la diaspora

Plusieurs experts participant aux travaux de la deuxième journée de la Conférence internationale sur l'intelligence économique ont appelé dimanche à associer les membres de la communauté nationale à l'étranger au domaine du numérique et de l'intelligence économique.



A ce titre, le chercheur Abderrahmane Abdou a estimé, dans une intervention intitulée «Guerre des talents», que l'Algérie pourrait tirer profit des talents algériens établis à l'étranger dans le domaine du numérique. L'intervenant a lancé, dans ce cadre, un appel aux cellules de l'intelligence économique qui sont en cours d'installation au niveau des entreprises publiques, à l'effet de chercher des talents algériens à l'intérieur du pays et à l'étranger dans les différents domaines, d'autant que «le contexte international actuel requiert la mobilisation qualitative et quantitative des ressources humaines», a-t-il dit.

Dans une intervention intitulée «Contribution de la communauté scientifique à la recherche et à la mobilisation des talents», l'enseignant à l'Université «Abderrahmane Mira» de Bejaia, Ismail Idir, a indiqué que la numérisation et l'intelligence économique nécessitait d'accorder un intérêt aux talents algériens établis à l'étranger. Il a appelé, dans ce cadre, à «créer un organisme gouvernemental assurant la coordination entre les talents de la diaspora et leur pays d'origine, et à mettre en place une base de données comprenant leurs informations ainsi qu'un Site Web gouvernemental leur permettant de s'y inscrire».

M. Idir a relevé parmi les résultats qu'il avait tirés dans sa recherche scientifique autour des talents algériens résidant à l'étranger, l'existence de plusieurs associations scientifiques d'Algériens résidant dans des pays européens et disposés à servir l'Algérie, mais sont dans l'attente de «facilités administratives».

De son côté, l'enseignante-chercheuse à l'université de Bejaïa, Sonia Kherbachi, a salué dans une intervention intitulée «le savoir-faire dans le secteur de la numérisation et de l'intelligence artificielle : nouveaux métiers et savoir-faire au service de l'intelligence économique», les expériences réussies d'un nombre de start-up en Algérie, lancées par de jeunes talents, rappelant que «le plan d'action du gouvernement incite à l'adoption de l'intelligence artificielle».

Mme Kherbachi a, en outre, relevé l'existence de secteurs stratégiques en Algérie, disposant de larges horizons en vue de miser sur l'intelligence artificielle, à leur tête, l'agriculture, l'éducation, la santé, la sécurité, le transport et le secteur des finances qui «a connu, durant les deux dernières années, une grand évolution».

Dans le sillage de leurs interventions, les experts ont été unanimes à souligner que l'intelligence économique est «le renseignement économique, à même de permettre à l'entreprise ou à l'organisme de gérer l'information, à l'effet de prendre la décision adéquate au moment opportun».

De son côté, le directeur général du secteur public marchand au ministère de l'Industrie, Hocine Bendhif, a donné un aperçu sur la politique publique en matière d'intelligence artificielle, ajoutant que le ministère disposait d'une feuille de route qui comprend le lancement d'un large programme de formation et d'accompagnement au niveau des groupes économiques publics, avec lancement d'une association nationale autour de l'intelligence artificielle «ayant un programme d'action riche, durant l'année 2023».

La deuxième journée des travaux de la 2e Conférence internationale sur l'intelligence économique, placée sous le thème «Nouveaux défis mondiaux et souveraineté économique : l'intelligence économique comme levier de la relance industrielle», a été marquée par la présentation d'expériences dans le domaine de l'intelligence économique, notamment celles du groupe public agroalimentaire «Agrodiv» et du groupe industriel des ciments d'Algérie «Groupe GICA», qui disposent d'un système de veille stratégique.

Cette deuxième édition de la Conférence internationale sur l'intelligence économique, organisée par le ministère de l'Industrie, sous le haut patronage du Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, s'est ouverte, samedi, en présence du conseiller auprès du président de la République chargé des affaires économiques, Yacine Ould Moussa, et de membres du gouvernement.

Elle enregistre la participation de plus de 350 experts nationaux et étrangers, opérateurs économiques du secteur public et privé, chercheurs et enseignants universitaires, venus échanger leurs expériences et leurs idées sur l'application de l'intelligence économique et de la veille stratégique pour relever les nouveaux défis géopolitiques et économiques.

H. B.



PRÉTENDUE SUSPENSION DE VISAS AUX FRANÇAIS

L'Algérie dénonce une campagne mensongère

L'ALGÉRIE a dénoncé une campagne mensongère émanant de certains cercles hostiles alléguant une prétendue «décision» des autorités algériennes de suspendre la délivrance de visas touristiques au profit des citoyens français.

C'est ce qu'a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

«Au cours des derniers jours, il a été relevé une campagne mensongère, émanant de certains cercles hostiles à notre pays, alléguant une prétendue +décision+ des autorités algériennes de suspendre la délivrance de visas touristiques au profit des citoyens français», lit-on dans le communiqué.

Le ministère tient à apporter un «démenti catégorique à cette campagne de désinformation et précise que les représentations diplomatiques et consulaires algériennes à l'étranger assurent de manière continue la prestation de services consulaires et continuent à délivrer, de la façon la plus normale, des visas touristiques aux ressortissants de l'ensemble des pays tiers, y compris les français, désireux se rendre en Algérie».

En outre, le ministère précise que depuis le début de cette année, et dans le cadre de la promotion des destinations touristiques vers l'Algérie, «des mesures additionnelles de facilitation ont été introduites, à titre exceptionnel, en vue de permettre la délivrance de visas de régularisation à l'arrivée au territoire national (aéroports internationaux, postes frontaliers terrestres et portuaires) au profit des citoyens de pays tiers désirant se rendre, dans un cadre touristique et par le biais d'agences de voyages, dans l'une des vingt-quatre (24) wilayas du Sud du pays».

Par ailleurs, «les demandes de visas formulées, à titre privé, continuent d'être traitées au niveau des services consulaires algériens à l'étranger, conformément à la réglementation et aux procédures en vigueur», conclut le communiqué.

M. B.

ELECTRICITÉ ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

Ouverture aujourd'hui du Salon international

LA SIXIÈME édition du Salon international de l'électricité et des énergies renouvelables (SEER) se tiendra du 20 au 23 février au Palais des expositions d'Alger, sous le thème «Les énergies renouvelables, une stratégie nationale efficiente», ont indiqué hier les organisateurs de cette manifestation.

Ce salon, qui sera inauguré aujourd'hui, représente un espace de communication et de partage autour de thématiques et problématiques liées à l'industrie de l'électricité, de la transition énergétique et des énergies renouvelables (EnR), ajoutent-ils.

Selon les organisateurs de l'événement, le SEER se veut être «une vitrine» pour l'ensemble des opérateurs afin d'exposer leurs savoir-faire en la matière ainsi qu'»une plateforme d'échange et de partage du know-how dans le cadre des EnR», mais aussi un cadre approprié pour les startups opérant dans ce domaine.

Cette édition 2023 se distinguera par l'exposition de produits et de solutions dans le domaine de la Smart City, en plus d'aborder les concepts industriels liés à l'hydrogène vert ou bleu ainsi que l'hybride, expliquent-ils. Ce salon regroupera différents opérateurs nationaux et internationaux du secteur : fabricants d'équipements, distributeurs, bureaux d'études, fournisseurs d'électricité et installateurs, dans les domaines de l'électricité et des énergies renouvelables. Cet évènement sera ponctué par un riche programme de communications animées par des experts et universitaires autour de la Green Energy et son impact économique ou encore l'industrie de l'hydrogène vert et bleu et ses perspectives.

Ce salon verra, également, la tenue de tables rondes portant sur des thématiques telles que la politique nationale de transition énergétique et les différentes applications des EnR dans l'industrie et l'agriculture.

La 5ème édition du SEER a vu la participation de plus de 60 exposants et 5.000 visiteurs (80% professionnel), selon les organisateurs.

H. B.